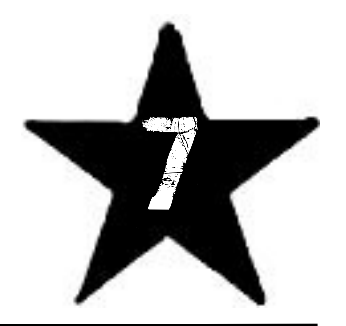


SOLEIL NOIR



Bulletin apériodique anarchiste

Caen, février 2024.

PRIX LIBRE

Et le soleil est noir...

Si notre soleil est noir, c'est parce qu'une tâche se pose chaque jour sur notre cornée : là, troublant notre idéal domination, oppression, exploitation. L'ombre pesante du pouvoir et de l'autorité vient obscurcir notre goût insatiable de vivre et notre désir de liberté et d'égalité.

Soleil Noir est une aventure collective. Pour autant, vous ne trouverez ici ni le Nous d'une position - d'un Parti pas si imaginaire que ça par exemple -, ni celui d'une Organisation, mais des textes, des analyses, des infos qu'il semblait important de mettre en circulation. Souvent glané dans des revues amies, ou rédigé par nos soins ou collectivement dans des assemblées ou des collectifs, tout ce « fatras » cherche à « éclairer » les situations que nous vivons, à alimenter nos révoltes et nos désirs de détruire ce vieux monde.

Si Soleil Noir n'est pas écris à partir d'une position homogène et monolithique, il n'en demeure pas moins que notre « rédaction » partage de réelles affinités. Loin des poses militantes, pragmatiques ou radicales, et du goût consensuel de la composition politique, l'aventure vise à renouer avec un anarchisme autonome des structures politiques et syndicales, participant à son humble mesure à combattre ce monde d'exploitation et de dominations.

Chaque participation est le fruit de réflexions individuelles ou collectives, mais ne vise en rien à refléter une position commune et consensuelle à l'ensemble des contributeurs et contributrices. Vous pouvez vous-mêmes proposer des contributions en nous envoyant des textes ou en nous contactant pour nous rencontrer.

Ce bulletin ne se veut pas un outil de promotion de l'anarchisme ou de propagande, comme les aiment les idéologues et les publicitaires de tout poil, encore moins un outil d'expertise comme les affectionnent les sociologues, économistes, enquêteurs-militants et conseillers scientifiques.

C'est le parti pris de diffuser des textes et des analyses souvent éparpillés dans des fanzines, des revues, des journaux ou sur le net, d'y ajouter informations et analyses personnelles, le parti-pris de participer à partager ces éléments hors du *« milieu radical »*, et de tout ce qu'il peut parfois avoir de clos. Le bulletin est diffusé en format papier et numérique. Son impression papier comme sa diffusion de la main à la main sont vivement conseillées, pour alimenter vos Infokiosk ou vos lieux de diffusion (squats, locaux, librairies) ▪

▪ Soleil Noir,
soleilnoir-caen@riseup.net

DANS CE NUMÉRO :

En marche vers le nationalisme ?



En novembre dernier, le sénat et l'assemblée nationale devaient examiner le projet de loi dite « Loi immigration» initié par le ministre de l'intérieur du gouvernement d'Elizabeth Borne, Gérald Darmanin.
Ce texte offrait un nouveau tour de vis répressif comme cadeau de Noël aux migrant-e-s qui fuient leurs pays. C'est à cette occasion que le texte *« Contre la loi Darmanin, contre leur ordre social »* a été distribué à Caen.
Après un vote de rejet en décembre, la loi est finalement durcie par un compromis passé entre le gouvernement et LR soutenu par le RN. Il s'agit cette fois d'appliquer le principe de préférence nationale pour attribuer des aides sociales (délai d'obtention des aides conditionné à 5 ans de présence sur le territoire au lieu de 6 mois). Les étrangers et les étrangères sous OQTF se voient également exclus de l'hébergement d'urgence. Le droit du sol est lui aussi conditionné : les personnes nées en France devront faire une demande d'acquisition de nationalité à 16 ans. Le délit de séjour irrégulier permettant de poursuivre pénalement les « sans-papiers » est également rétabli. Les étudiant-e-s étrangers sont également visés, avec le versement obligatoire d'une nouvelle caution, qui permettra à l'Etat de faire le tri entre les plus aisés d'entre eux et elles et les plus précaires. Bref, ce nouveau texte contribue à davantage pénaliser et précariser les plus pauvres des exilé-e-s.
Finalement, il y a quelques jours, la Conseil Constitutionnel retoquait une majeure partie des propositions ajoutées, mais conservait l'ossature de la Loi Darmanin.
Le vote de cette loi semble marquer une nouvelle étape dans le tournant ouvertement nationaliste ou en tous cas identitaire des politiques néo-libérales menée par la macronie. La rencontre entre Emmanuel Macron et le mécène de l'extrême droite Vincent Bolloré mi septembre ou la nomination de Gabriel Attal, le pourfendeur d'« Habaya », marque de nouveaux indices : le ralliement de la haute bourgeoisie au nationalisme semble en marche. Et ce dans une période où l'extrême droite violente tente de reprendre la rue, comme à Roman-sur-Isère, soutenue par son nouvel appareil médiatique— C-news, C_, JDD, Europe1 - et une flopée de journalistes d'autres médias.

Contre la loi Darmanin, contre leur ordre social

Personne n'émigre par plaisir. La migration, ce n'est pas du tourisme ou du voyage, c'est un déplacement forcé à la recherche de meilleures conditions de (sur)vie. La migration, c'est aussi risquer sa vie pour franchir les frontières militarisées et meurtrières, avec pour horizon la condamnation à la clandestinité pour celles et ceux qui y sont parvenus. C'est ce qui fait que plus de 200 exilés s'entassent dans un camp de fortune à Ouistreham, plus de 200 dans des squats de l'agglomération caennaise

et au moins 300 sur les trottoirs de Caen, tandis qu'il y a ici environ 10.000 logements vides. Ces logements vides participent d'ailleurs à la spéculation immobilière que chacun et chacune subit, avec une augmentation des prix pour se loger.

La loi Darmanin, qui sera discutée au sénat début novembre, va encore renforcer la répression contre les personnes immigrées et sans papiers en facilitant les arrestations, l'enfermement et les expulsions. Pour mener cette politique raciste, le gouvernement prévoit la construction d'au moins 10 nouveaux centres de rétention administrative (CRA), qui sont des prisons pour sans papiers. Cette loi va être votée dans un contexte d'attaques globales contre des pans entiers de la population.

De fait, **la société est de plus en plus structurée par une opposition entre inclus et exclus.** A l'image des déchets qui s'accumulent avec la consommation, de plus en plus de personnes sont considérées comme des rebus. L'être superflu par excellence est le taulard, le sans-abri ou l'exilé, pris dans des mécanismes à la fois d'exclusion et d'invisibilisation qui sont en réalité des formes d'élimination sociale. C'est comme si une fraction toujours plus importante de la population était excédentaire, en trop.

Dans les pays les plus riches (comme la France), ce phénomène prend des formes variées : les expulsions locatives augmentent du fait du chômage et de la précarisation du travail (plus de 150.000 assignations en justice, 60.000 commandements de quitter les lieux, 14.000 expulsions avec le concours des forces de l'ordre chaque année en France). En 2023, un tiers de la population déclare ne pas réussir à faire trois repas par jour et près de la moitié de se priver de certains actes médicaux faute de revenus suffisants. Les conditions de vie se dégradent pour une frange importante de la population. La construction des prisons est une autre forme du phénomène.

En France, le nombre de détenus et détenues est passé de 30.000 à près de 90.000 entre 1970 et 2023 : une multiplication par trois en 40 ans. Il faut ajouter les 10.000 détenus sous bracelet électronique, les TIG (Travaux d'Intérêt Généraux), les assignations à résidence, etc. En tout, plus de 250.000 personnes en 2021 sont entre les mains de l'administration pénitentiaire. Or, les prisonniers ont un profil social explicite : ce sont les pauvres, les rebelles, les marginaux et marginales, les « indésirables ». La prison est un outil de gestion de la misère et du maintien de l'ordre de la hiérarchie et du fric.

Dans les pays les plus pauvres, la majorité de la population a depuis longtemps été déclarée *superflue*. Elle ne peut plus survivre que grâce à un mélange de travail très précaire dans le secteur formel et le plus souvent de subsistance dans le secteur informel, souvent assuré par les femmes (doublement exclues). Dans ces pays – dans lesquels existent des élites très riches – l'exil se généralise pour diverses raisons. Des centaines de millions de personnes sont forcées de quitter leur terre et leurs proches à cause de guerres, coups d'État, catastrophes écologiques, famines ou simplement du fonctionnement normal de la production capitaliste et industrielle (acquisitions de terres à grande échelle par des entreprises étrangères, destruction des campagnes et des forêts, licenciements de masse, mécanisation de l'agriculture et fin de la paysannerie vivrière, etc.). Les personnes qui migrent ont d'abord souffert de l'exploitation et de régimes totalitaires dans leurs propres pays, dont la corruption de leurs dirigeants n'est qu'un aspect. Leur arrivée ici découle de conflits géopolitiques complexes, dont l'État français est l'un des acteurs, de par son histoire coloniale et de par sa politique néo-colonialiste actuelle.

Les puissances comme la France créent les conditions de la misère : elles mènent des guerres pour s'accaparer les ressources stratégiques, corrompent des dictateurs et participent à les mettre en place et/ou les maintenir, continuent le pillage des ressources naturelles, détruisent les espaces de vie et les économies locales, vendent les armes responsables des bombardements et massacres, etc. En 2018, l'industrie de guerre française vendait à l'étranger pour 9 milliards d'euros, un peu moins que l'année record de 2015 avec près de 17 milliards d'euros. Globalement, les ventes d'armes dans le monde des principaux fournisseurs que sont les Etats-Unis, la Russie et la France ne cessent d'augmenter. Pour toujours plus de bombes qui atterrissent sur des gens contraints à l'exil.

Le port de Ouistreham, par exemple, est particulièrement concerné par ce phénomène : des centaines de migrants, en majorité des jeunes soudanais fuyant la guerre et la répression de la dictature militaire, s'entassent dans un camp de fortune et sont sans cesse harcelés par les flics. En 2023, les réfugiés dans le monde sont 110 millions, notamment du fait des guerres au Yé-

men, au Soudan et en Ukraine, ou de la répression en Syrie, en Afghanistan et en Iran. Alors, on applaudit de loin les jeunes et moins jeunes révolté-es contre le régime des Ayatollahs, mais on leur refuse de venir se réfugier ici ? La plupart des exilé-es se réfugie dans les pays dits du Sud, d'autres tentent les routes difficiles de l'exil vers les pays occidentaux, où les attendent barrières sécurisées, centres de rétention et reconduites à la frontière – quand ce n'est pas la noyade en Méditerranée ou la mort de soif en traversant le désert vers les Etats-Unis. Qui croit sérieusement que des murs plus hauts, des barbelés plus tranchants, vont les empêcher de fuir ? Quand on a déjà tout perdu, on n'a plus grand-chose à perdre...

Une autre cause des expulsions massives, c'est le fait que de vastes étendues de terres et d'eaux ont été ravagées et sont mortes, ne permettant pas à la vie de s'y développer dans de bonnes conditions. La terre peut être épuisée par des intrants chimiques ou des pollutions diverses. C'est le cas par exemple au Niger autour des installations nucléaires françaises, ou au Nigeria, où le delta du Niger est souillé par les déversements de pétrole de Shell et d'autres compagnies pétrolières, ou encore dans la région de Fukushima suite à l'accident nucléaire de 2011 (500.000 personnes évacuées). De manière générale, le réchauffement climatique combiné aux ravages industriels provoque des déplacements de population qui vont considérablement augmenter dans les années à venir : vagues de chaleur et désertification, montée des eaux (disparitions de micro-Etats polynésiens et perte du littoral), cyclones et tempêtes plus intenses, terres et eaux pollués rendant difficile les possibilités de vie.

Dans sa version la plus autoritaire et raciste, le système capitaliste assume les morts qui vont avec ses politiques répressives et anti-migratoires. Dans sa version un peu plus soft, il fait le tri, prélève celles et ceux qui répondent à ses besoins et jette celles et ceux qui n'y répondent pas. L'« immigration choisie » consiste à entrebâiller les portes de l'Europe afin qu'y entrent les personnes considérées comme utiles et rentables. Quant aux « indésirables » qui parviennent à passer les frontières, cette catégorie de population privée des rares droits arrachés à l'Etat représente pour l'économie capitaliste une main d'œuvre malléable et corvéable à merci. Ces rapports capitalistes et coloniaux, cette économie qui réduit tout et tout le monde à des marchandises, rendent ce monde toujours plus invivable. L'intensification des flux migratoires ne sort donc pas de nulle part mais est l'une des conséquences tragiques de la violence de l'ordre économique dominant.

Comme d'habitude, les discours et les politiques anti-immigration cherchent surtout à distraire et pointer des ennemi-e-s imaginaires, pour rassurer les gens en leur montrant qu'il y a des pauvres encore plus précaires et victimes de chantage qu'elles et eux. Et surtout, pour pousser les exploité-e-s d'ici à décharger sur un bouc émissaire les tensions sociales. Cette division artificielle et organisée a pour fonction de créer l'illusion chez les exploité-es d'appartenir à une « Nation », pour masquer les inégalités et intérêts antagonistes entre les personnes de positions sociales différentes. Pourtant, d'un bout à l'autre de la planète, avec ou sans papier, avec chacun et chacune sa réalité singulière, c'est contre un même ordre social que l'on devrait combattre.

Des bombes qui pleuvent à Gaza et ailleurs à la fermeture de l'hébergement d'urgence ou la construction de prisons ici, tout cela relève d'une certaine *cohérence* : celle **de la domination capitaliste et de la domestication étatique et nationaliste**. La solution qui nous reste est de refuser leurs règles du jeu. S'auto-organiser à la base, ouvrir des logements vides pour y vivre, occuper des lieux stratégiques, récupérer les biens dont on a besoin sans les payer, s'attaquer à tout ce qui fait tenir leur monde. Et ce jusqu'à danser sur les ruines du vieux monde pour en bâtir un basé sur l'entraide, l'égalité et l'autonomie.

A BAS L'ETAT, LE CAPITALISME

ET LE NATIONALISME !

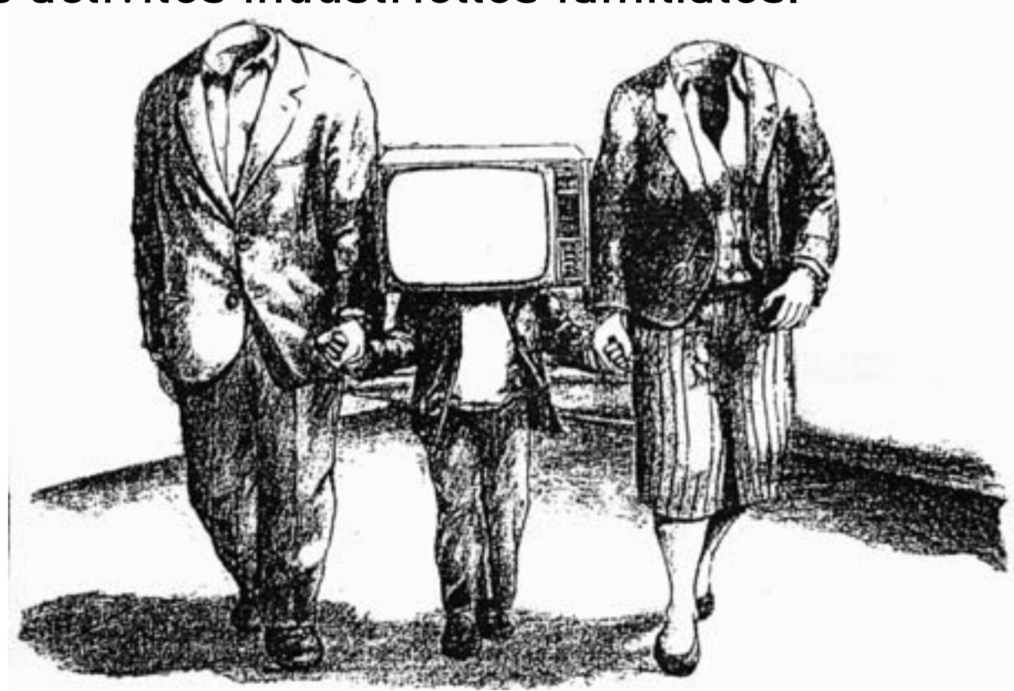
RÉVOLTÉ-ES ET EXPLOITÉ-ES DE TOUS LES PAYS,

UNISSONS-NOUS !

Des anarchistes,
Caen, Octobre 2023.

Pour en finir avec Bolloré:

description et cartographie non exhaustive de ses activités industrielles familiales.



Cet article a principalement été rédigé à partir des informations et des sources mises à disposition sur l'encyclopédie libre Wikipédia, de l'article "Vincent Bolloré, tout-puissant en Afrique" écrit par Olivier Blamangin, paru dans "L'Empire qui ne veut pas mourir. Une histoire de la Françafrique" aux éditions Seuil en 2021, ainsi que des recherches sur des sujets spécifiques qu'il m'a semblé intéressant d'approfondir. Pour la cartographie, elle a été pour la plus grande partie réalisée sur le site du groupe Bolloré par les entrées "implantations internationales" et peut être complétée par ce biais. Pour y jeter un œil, nous vous conseillons d'utiliser une clé USB avec le logiciel Tails installée dessus.

À propos de la cartographie:
https://www.bollore-transport-logistics.com/lentreprise/implantations

Après le "Complément d'enquête" au sujet de Vincent Bolloré, j'ai réécrit cet article pour aller davantage "droit au but". Pour résumer rapidement ce que fait Vincent Bolloré, tant par ses méthodes financières que par son idéal politique, il s'agit d'**un fort autoritarisme justifié par des raisons morales religieuses**. À la fois détesté par beaucoup et considéré comme un "grand homme d'affaires", il s'est fait **à l'image du capitalisme depuis les années 1970** : les activités y sont de plus en plus cruelles, autoritaires, guerrières et fondamentalistes.

J'ai choisi de me concentrer sur lui et son industrie, non pas pour considérer que les autres hommes d'affaires et leurs industries sont moins délétères, mais pour profiter de sa popularisation pour en faire autre chose. Beaucoup de celles et ceux qui le dénoncent sont des corporations de journalistes et de personnalités en vogue et ne se concentrent que sur ses excès [1]. **Ces condamnations se font sur le terrain du spectacle médiatique, où l'absurde et la confu-**

1 : On parle donc beaucoup de ses chiens de garde autoritaires Pascal Praud ou Cyril Hanouna ou de sa star présidentielle Éric Zemmour, de ses censures des documents ou des journalistes qui attaquent ses activités ou ses complices.

sion se confondent pour mieux mobiliser le "populaire". Au bout du compte, ces mobilisations marginales, bien que très médiatisées, ne mènent qu'à des "tribunes" ou des "pétitions" [2] et autres dénonciations qui ne font que **jouer le jeu de lois faites pour que gagnent les industriels comme Bolloré**. Elles ne servent pas à **populariser des méthodes d'action qui profitent des brèches, des vulnérabilités et des contradictions du système capitaliste pour le renverser contre lui-même**. C'est davantage l'idée qui a guidé l'écriture de cet article, qui ne restera qu'au stade d'idée si personne d'autre ne s'en empare et l'élargit.

Le projet raciste de la famille Bolloré.

Il y a certaines personnes qui **ne semblent pas pouvoir se concevoir autrement que comme des êtres supérieurs aux autres humains** et dont toute l'histoire et le projet de vie consistent à **reproduire leur domination sur les autres**. Comme d'autres familles bourgeoises, celle de Bolloré correspond à ce modèle et toutes les breloques religieuses qui entourent leur histoire servent ce projet. En ce sens, Vincent se sent **"habité par une sorte de sentiment dynastique"** avec "le poids de 185 ans d'histoire sur les épaules"[3]. L'industrie familiale des Bolloré existe depuis 1822: ce sont **les papeteries d'Odet en Bretagne**. On apprend dans un bulletin paroissial de 1928 que le Monsieur Bolloré de l'époque "s'occupe d'une façon toute particulière des intérêts religieux et moraux de ses ouvriers (...) a doté son usine d'Odet d'une belle chapelle, l'un des plus jolis édifices religieux du pays de Quimper (...) on y dit la messe quatre fois par semaine, et toutes les ouvrières y assistent avec une grande dévotion". Il aurait également racheter des écoles confessionnelles au moment de la privatisation des biais de l'Eglise avant de les louer à l'évêché de Quimper. Cet héritage forme la devise de la famille, inchangée depuis 1789 jusqu'à aujourd'hui: **"À genoux devant Dieu, debout devant les hommes"**. Sous la gouvernance de René Bolloré (1912-1999), les papeteries d'Odet se spécialisent dans la production de papier fin; de papiers à cigarettes (via l'entreprise OCB "Odet-Cascadec-Bolloré" fondée en 1918) et de papiers bibles pour livres (collection "Pléiade" chez "Gallimard"). Son frère Michel Bolloré (père de Vincent) s'occupait des activités de développement du groupe et a été président de la société "Le Tabac reconstitué" et de plusieurs autres groupes. Il était **proche du président de la République française Georges Pompidou** qui passait ses vacances sur son yacht et administrateur de la Société de Banque et de Participation (anciennement **"Crédit foncier colonial" qui avait un monopole sur toutes les colonies françaises).** Un troisième frère, également vice-président de l'industrie familiale, **Gwenn-Ael, était membre du commando Kieffer de la "France Libre"[4]** qui a débarqué en Normandie le 6 juin 1944 lors de la Seconde guerre mondiale pour attaquer l'occupation militaire nazie. Celui-ci était **proche ami des pro-OAS (Organisation Armée Secrète[5])** Georges Bidault et

2 : Récemment, 26 associations, 23 médias et plusieurs journalistes ont écrit une tribune publique pour dénoncer ses "poursuites-baillons" par lesquelles il attaque en diffamation celles et ceux-ci quand elles ou ils dévoilent des informations compromettantes sur ses affaires. En octobre 2021, c'est "Reporters Sans Frontières" qui appelle le CSA, l'État et l'Autorité de la concurrence à intervenir contre les "méthodes brutales" que Bolloré met en place au sein des médias qu'il possède. L'économiste Erik Orsenna a également sorti très récemment le livre "Histoire d'un Ogre" à son sujet, où il dénonce sans le nommer ses méthodes financières. Voir: (25/01/2018). "Face aux poursuites-baillons de Bolloré: nous ne nous tairons pas !". Acrimed. https://www.acrimed.org/Face-aux-poursuites-baillons-de-Bollore-nous-ne ; Jérémie Fabre (17/01/2022): Censures, sexisme et concentration: L'empire de Bolloré se porte bien. Acrimed. https://www.acrimed.org/Censures-sexisme-et-concentration-l-empire-de;Schneider Vanessa (07/02/2023). "Erik Orsenna: "Vincent Bolloré est dangereux pour la démocratie"". Le Monde. https://www.lemonde.fr/culture/article/2023/02/07/erik-orsenna-vincent-bollore-est-dangereux-pour-la-democratie_6160899_3246.html

3 : Étienne Girard (10/02/2022). "Dans la famille Bolloré, les cathos sociaux, les cathos tradis et le catho "cool"". *L'Express*. https://www.lexpress.fr/societe/dans-la-famille-bollore-les-cathos-sociaux-les-cathos-tradis-et-le-catho-cool_2167465.html

4 : Régime de résistance nationaliste française à l'occupation nationaliste allemande fondé à Londres par le général De Gaulle à la suite de son appel du 18 juin 1940.

5 : Cette organisation rassemble des généraux qui ont fomenté un coup d'État contre De Gaulle quand celui-ci a proclamé l'indépendance de l'Algérie tout en conservant les privilèges coloniaux et administratifs de la France. Autour de l'OAS se structurent des idées et carrières qui forment l'histoire de l'extrême droite française à partir de la nostalgie de l'Algérie française, symbole de la supériorité civilisationnelle française sur d'autres être humains considérés comme indigènes. À ce sujet: Nedjib Sidi Moussa. *Histoire algérienne de la France. Une centralité refoulée, de 1962 à nos jours*. Presses Universitaires de France. 2022

Jacques Soustelle. et **l'éditeur fétiche des partisans de l'Algérie française** en tant que PDG des éditions de la Table Ronde. Il avait placé à sa direction Jean Picollec, un ex-militant du mouvement néofasciste Ordre Nouveau, connu pour avoir publié le nazi Léon Degrelle ou Roland Gaucher, ex-collabo et co-fondateur du Front national. **Au moment où Vincent Bolloré reprend l'industrie familiale en 1981, celle-ci est au bord de la faillite et son père, Michel, au bord de la dépression.**

Vincent a étudié à l'établissement Gerson, école catholique privée sur Paris. Il était en 8e avec le milliardaire Martin Bouygues. Après des études au lycée Jansno-de-Sailly, il rejoint l'université Paris-Nanterre pour obtenir un DESS de droits des affaires. Il reprend l'entreprise avec son frère Michel-Yves Bolloré, assisté de Jean Lassal, qui s'occupe de la partie industrielle et oriente les activités dans l'innovation industrielle du papier ultra-fin. Vincent s'occupe lui des activités financières après s'être **formé à la Compagnie Financière Edmond de Rothschild**, dont les dirigeants sont des ami.e.s de la famille Bolloré et qui a recapitalisé[6] l'entreprise quand elle était au bord de la faillite. Comme François Hollande l'a fait remarqué, si Vincent Bolloré a une apparence *"moderne"*, c'est en réalité un *"catho intégriste"* [7]. Il "croit à tout ce qu'il y a dans les Écritures" [8], porte en permanence des images de saints catholiques, une médaille miraculeuse et a un dévouement pour une sainte qui saurait se dédoubler. Parmi les descendants de Vincent, c'est **"Tonton Gwenn" qui représente l'un de ses héros.** Il semble adhérer tôt à l'esprit de nostalgie de l'Algérie française, il est d'ailleurs rentré **au capital des éditions de la Table Ronde en 1987** comme il l'écrit lui même dans ses *Mémoires parallèles (Editions Jean Picollec, 1996). Son frère Michel-Yves partage également cette foi. Son livre "Dieu, les sciences, la preuve", où il essaye de prouver par la science l'existence de Dieu (à la manière d'Agatha Christie à la recherche de preuves dans l'une de ses enquêtes comme il le dit lui-même), a fini best-seller, avec plus de 100000 ventes après 3 mois* [9]. ***Cette boussole morale raciste qui situe un pôle négatif parmi d'autres êtres humains (assimilé.e.s à des "arabes") pour se comprendre soi même comme pôle positif de la civilisation (peut être pour se faire "à l'image de Dieu") se reproduit aujourd'hui dans son projet médiatique comme on le verra par la suite.***

VINCENT BOLLORÉ: FAIRE FORTUNE DANS LE CAPITALISME MONDIALISÉ SUR DES FONDATIONS COLONIALES.

Pour redresser l'industrie familiale, Vincent s'est mis à acquérir plein d'entreprises dans le secteur industriel pour les revendre à moindre coût ou y couper des branches et financer d'autres activités pour acquérir rapidement un monopole. Cette stratégie fait de lui "**la coqueluche des médias et aussi celle des banquiers"** [10], qui lui fournissent des moyens financiers pour ses opérations. **Par ces méthodes, Bolloré accélère la mondialisation de l'industrie capitaliste.** Depuis les années 1950, les industries européennes des secteurs "primaires" ou "secondaires" qui mobilisent une main d'oeuvre ouvrière dans l'extractivisme ou l'industrie de construction ferment pour s'exporter dans des pays du Sud, parce qu'elles ont été des bases du **mouvement ouvrier en Europe**[11]. Ce sont ainsi davantage des

6 : Ce terme veut dire que de l'argent a été réinjecté, suffisamment pour que l'entreprise continue ses activités.

7 : Le président de la république entre 2014 et 2018 décrit cela dans "Conversations privées avec le Président" d'Antonin André et Karim Rissouli. Chacun ses réfs...

8 : Héloïse De Neuville, Mikael Corre (12/11/2021). "Vincent Bolloré, le catholique". La Croix. *https://www.la-croix.com/France/Vincent-Bollore-catholique-2021-11-12-1201184796*

9 : Au-delà de quelques spéculations sur les histoires imaginaires que sont les miracles (la comparaison avec Agatha Christie apparait donc plutôt pertinente), la principale chose qu'il démontre est que beaucoup de gens sont prêt.e.s à acheter des conneries pour donner du sens à leur vie et faire face à l'absurdité de leur quotidien. Il essaye entre autres de nous expliquer que le "monothéisme juif" est un peuple béni de Dieu, comme en témoignerait la "guerre de six jours" et leur victoire armée contre des nations arabes. Voir: Étienne Girard, Thomas Malher (20/12/2021). "Michel-Yves Bolloré: "Si l'Opus Dei était une société secrète, nous serions très mauvais". L'Express. https://www.lexpress.fr/idees-et-debats/michel-yves-bollore-si-l-opus-dei-etait-une-societe-secrete-nous-serions-tres-mauvais_2164732.html

10 : Olivier Blamangin.*"Vincent Bolloré, tout-puissant en Afrique". L'Empire qui ne veut pas mourir. Une histoire de la Françafrique. Seuil. 2021. p.825*

11 : Le géographe marxiste David Harvey appelle cette capacité des bourgeoisies mondiales à organiser la production de manière internationale le "spatio-temporal fix". Pour une lecture de ses travaux dans un contexte français. Voir: Anne Clerval. *Paris sans le peuple. La gentrification de la capitale*. La découverte. 2014

activités de bureau, d'encadrement, ou encore des activités de service autour de la consommation marchande, le secteur "tertiaire", qui emploient désormais en Europe. Ainsi, des structures industrielles se désagrègent quand d'autres se créent et la méthode de Bolloré lui permet de faire du profit sur ces transformations.

C'est par le biais de l'industrie du tabac qu'il va commencer à entrer sur les marchés africains. En 1985, il achète la Sofical, une holding[12] propriétaire de Bastos qui fabrique et commercialise des cigarettes en Afrique, puis le troisième producteur mondial de papier à cigarettes, la société Job, très présente au Sud du Sahara. **Le groupe Bolloré, après plusieurs acquisitions, se retrouve en quasi monopole sur l'ensemble des pays de l'Afrique francophone, à la fois comme producteur, fabricant et distributeur au début des années 2000.** En 2002 se met en place l'Observatoire du Tabac en Afrique francophone (OTAF) avec le soutien de la Ligue nationale contre le cancer de France et l'Union Internationale Contre le Cancer. Ses membres contestent le fait que des entreprises, sans les nommer, viennent, **dans les pays pauvres, commercialiser et faire le profit qu'elles n'arrivent plus à faire dans les pays riches sur la vente de tabac[13]**. Cette industrie aurait **"une longueur d'avance sur les défenseurs de la santé publique"** et ils et elles attendent que "tous les représentants de la société civile" se manifestent pour "changer l'acceptabilité sociale du tabac et inverser l'image positive de celui-ci". **En 2019, 80% des 1,1 milliards de fumeur.euse.s dans le monde vivent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire[14].** L'industrie de Tabac du groupe Bolloré est donc responsable à grande échelle d'un désastre pour la santé de nombreuses populations africaines. **Celui-ci va par la suite vendre le contrôle de ses activités liées à la consommation de tabac au groupe Imperial Tobacco, continuant ainsi d'en tirer des rentes sans avoir à en assumer la responsabilité.**

Il se réoriente vers **le groupe Rivaud qui détient plusieurs sociétés héritières de l'époque coloniale et de l'économie de traite** (Compagnie du Cambodge, Plantations des Terres-Rouges, Bordelaise Africaine) et des milliers d'hectares d'hévéas, de palmiers à huile et de caféiers en Asie et en Afrique. La banque Rivaud (surnommée banque du "RPR"[15]), principale entreprise du groupe, est prête a sombrer suite à des suspicions d'évasion fiscale et de blanchiment. Bolloré recapitalise le groupe et devient ainsi président de celui-ci et de ses holdings stratégiques. **Plusieurs ONG vont condamner les conditions de travail, d'enfants notamment, et les relations avec les riverains d'une de ses sociétés financières produisant du caoutchouc. Par le biais du groupe Suez, il se spécialise dans le transport maritime, la logistique et la distribution de produits pétroliers en Afrique**. Pour cela, il acquiert **une vieille société coloniale, la Société commerciale des ports africains (SOCOPOA)**, qui lui ouvre les portes de la manutention portuaire. Se trouvant en concurrence avec Delmas-Vieljeux, leader du transport entre l'Europe et l'Afrique, il va réussir à l'acquérir en 1991 par le biais de sociétés-écrans[16] **et la fusionne avec la SCAC (anciennement SOCOPOA) pour en faire un monopole du transport et de la logistique dans le domaine: SCAC-Delmas-Vieljeux.** Après d'autres acquisitions, **il se retirera ensuite du transport maritime, car**

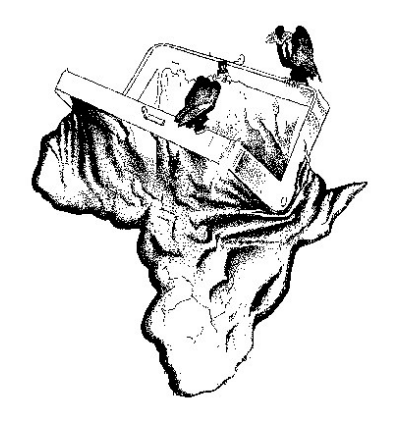
12 : To hold signifie "tenir" en anglais. Selon Wikipédia, une "holding" est une "société ayant pour vocation de regrouper des participations dans diverses sociétés et d'en assurer l'unité de direction".

13 : Rym Ben Zid (2005). "Problématique du tabac en Afrique et perspectives régionales de l'OTAF". https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/10253823050120040119

14: Rose-Marie Bouboutou (31/05/2019). "Cinq choses à savoir sur le tabac en Afrique". BBC Afrique. https://www.bbc.com/afrique/48472738

15: Le "Rassemblement pour la République" (RPR) est un parti politique français ayant existé entre 1976 et 2002 classé à droite et se réclamant du gaullisme.

16: Une société écran est une société fictive, créée pour dissimuler les transactions financières d'une ou de plusieurs autres sociétés.



trop concurrentiel, pour se concentrer sur la logistique, le transit et la manutention.

L'orientation de Vincent Bolloré vers la logistique fait suite à la libéralisation de la gestion des ports à partir des années 2000 en Afrique mise en oeuvre par le FMI et la Banque Mondiale. Il était question de **faire face aux "sous-investissements" publics des États "post-coloniaux" en laissant des opérateurs privés s'occuper de la gestion de ceux-ci et imposer des gestions désastreuses permettant aux organisations s'appuyant sur l'économie coloniale d'en soutirer du profit**.

Ce "développement" va coûter 50 milliards de dollards de la part des États, bailleurs de fonds internationaux et opérateurs privés spécialisés[17]. Il profite alors de ce contexte inédit pour obtenir des contrat pour la gestion du terminal d'Abidjan (Côté d'Ivoire) de Tema (Ghana) de Douala (Cameroun), Lagos Tin Can (Nigéria), Owendo, Port -Gentil (Gabon), Pointe Noire (Congo), Lomé (Togo), Cotonou (Bénin) Freetown (Sierra Leone), Conakry (Guinée) et d'autres jusqu'à une quinzaine de terminaux à conteneurs et une dizaine de terminaux rouliers qui lui assurent **un quasi monopole portuaire en Afrique de l'Ouest et Centrale**.

Ses complicités avec des **hommes de pouvoir français** lui permettent également de négocier par leur biais l'acquisition de la gestion de plusieurs ports, même lorsque ses affaires étaient mal parties[18]. Il est également complice avec de **nombreux présidents africains** comme l'évoque Gilles Allix, directeur général du groupe Bolloré dans un entretien au journal Libération en 2008: *"Les ministres, on les connait tous là-bas. Ce sont des amis. Alors, de temps en temps, on leur donne, quand ils ne sont plus ministres, la possibilité de devenir administrateurs d'une de nos filiales. C'est pour leur sauver la face. Et puis on sait qu'un jour ils peuvent redevenir ministres."*

Selon un ancien membre du groupe Bolloré, en 2006 dans une interview pour le Monde Diplomatique: l'***"Afrique est comme une île, reliée au monde par les mers. Donc, qui tient les grues tient le continent"***[19]. Les plus-values des terminaux à conteneurs en Afrique ont augmenté de 38% entre 2010 et 2018. Cette mainmise sur les transports en Afrique du groupe Bolloré s'étend ensuite au transport routier, au fret fluvial et ferroviaire, au transport en barge et à une vingtaine de "ports secs", ce qui fait du groupe Bolloré, et de très loin, **le "premier réseau intégré de logistique en Afrique"**. Sa holding Bolloré Africa Logistics y réalise chaque année entre 2 à 3 milliards de chiffre d'affaires.

Cette libéralisation des ports était un préalable à un (re) développement des activités économiques en Afrique et donc à une pression accrue des activités du marché capitaliste, souvent extractivistes, sur les populations, les terres et les milieux de vie en Afrique. Selon Bolloré lui-même en 2015: *"L'Afrique est au début de son développement, et (...) cela va aller bien plus vite que les experts ne le pensent"*[20]. Pourtant, après plusieurs poursuites judiciaires[21], peut être des résistances et révoltes plus clandestines, et une augmentation des coûts des activités de logistique en Afrique, **Vincent Bolloré a vendu en fin 2022, avant de passer ses activités à ses enfants, la gestion des activités logistiques du groupe en Afrique à**

17: Yann Alix (24/07/2018). "L'Afrique portuaire: défis d'une croissance annoncée". United Nations Conference on Trade and Development. https://unctad.org/news/lafrique-portuaire-defis-dune-croissance-annoncee

18: Michel Roussin, ancien officier du renseignement et homme de confiance de Jacques Chirac, est devenu président du "Comité Afrique" du Medef international en même temps que vice-président du groupe Bolloré à la fin des années 1990, juste avant la décennie la plus déterminante dans l'acquisition des ports africains par le groupe. Sarkozy, élu président de la république française en 2007, a passé ses vacances sur le yacht de Bolloré dès le lendemain de son élection. La même année, le ministre Alain Madelain est venu défendre les intérêts de Bolloré dans l'obtention du port de Dakar. François Hollande est lui venu visiter une de ses usines en 2013, et est allé convaincre Paul Biya, dictateur camerounais, lors d'une visite en 2015 de leur accorder l'exploitation d'un port en eau profonde alors que le groupe avait été retiré des appels offres.

19: Olivier Blamangin.*"Vincent Bolloré, tout-puissant en Afrique". L'Empire qui ne veut pas mourir. Une histoire de la Françafrique. Seuil. 2021.* p.828

20: Olivier Blamangin.*"Vincent Bolloré, tout-puissant en Afrique". L'Empire qui ne veut pas mourir. Une histoire de la Françafrique. Seuil. 2021.* p.829

21: En 2016, plusieurs wagons d'un train affrété par une filiale du groupe Bolloré se sont écrasés dans un ravin, ce qui fit 79 mort.e.s et 600 blessé.e.s à cause d'une vitesse supérieure à la limite, des voitures surchargées, des défauts d'entretien et des problèmes de freinage. Si le conducteur a pris de la prison ferme, le groupe Bolloré a du payé une amende d'un peu moins de 200 euros. D'autres affaires ont surgi plus tard à propos d'une propagande effectuée par des agences du groupe Bolloré envers des hommes de pouvoir africains.

MSC pour 5 milliards d'euros. Ils continueront tout de même de bénéficier de ces activités et le groupe continuera à être **présent à divers endroits du continent africains via Canal+ Afrique du groupe Vivendi**. Les activités du groupe en matière de logistique sont revenues après son départ à son "successeur désigné" **Cyrille Bolloré**. Ce dernier, né en 1985, commence en 2007 à travailler à Bolloré Energy avant de s'occuper des activités les plus rentables du groupe via Bolloré Transport et Logistics. Il annonçait, avant que les activités du groupe en Afrique soit vendues à MSC, vouloir continuer ces activités et les développer en Asie et en Amérique du Sud. **Si l'on se fit au site du groupe Bolloré qui cartographie les implantations internationales du groupe[22] c'est surtout en Europe, et principalement en France, que les activités du groupe sont les plus présentes.** Les activités de **Bolloré Énergy** consistent, avec Blue Solutions (dont la présidente est aujourd'hui **Marie Bolloré**) dans **le stockage d'énergie**, connu notamment pour l'autopartage de voitures électriques Autolib' entre 2016 et 2021. Ce secteur comprend également des **entreprises dont les activités sont liées à des extractivismes énergétiques et au transport et à la logistique de ce type de ressources** (**SOGETRA** dans plusieurs aéroports du Nord de la France notamment, **Manche Hydro** aux bords de la Mer de la Manche ou encore **AS24** sur les autoroutes...). **Une partie non exhaustive des activités industrielles du groupe Bolloré peuvent être localisées sur leur propre site internet. Les territoires français sont parsemés d'agences Bolloré Énergy dont les activités me sont inconnues, de dépôts pétroliers et d'activités de fret et de transport de matières dangereuses dans les ports et aéroports.**

La logistique dans le capitalisme mondialisé.

On évoque souvent l'importance des flux énergétiques dans le capitalisme actuel et un peu moins des flux logistiques. Dans son livre à ce sujet *Flux. Comment la pensée logistique gouverne le monde*, le sociologue Mathieu Quet la fait apparaitre comme *"un projet de contrôle dont l'horizon primordial est marchand et dont l'instrument est la rationalisation technique"* (p. 71). Au départ comme innovations militaires pendant la seconde guerre mondiale, elle a constitué des innovations dans le domaine économique par la suite. Avec la numérisation du monde, la logistique est un nœud du capitalisme actuel qui amène chacun à s'auto-exploiter par des grandes plateformes marchandes qui permettent d'acheter tout ce qu'il y a de plus absurde à travers le monde. De plus, l'extractivisme à l'échelle internationale ne peut être mise en œuvre sans une gouvernance logistique, ce qui relie intimement l'histoire des ports marchands à des histoires coloniales.

Mais comme souvent, de grandes puissances impliquent de grandes vulnérabilités. Mathieu Quet évoque par exemple un virus informatique qui aurait pu neutraliser l'ensemble des industries logistiques d'une enseigne à travers le monde si un des serveurs n'avait pas planté au même moment et conservé les données qui étaient supprimées sur d'autres. De plus, il faut toujours des bras pour faire le sale boulot des machines ou leur donner des consignes. Les grèves des travailleur.euse.s logistiques s'avèrent donc redoutales, en témoigne par exemple la puissance d'action des dockers.

La propagande médiatique autoritaire raciste en France.

22 : https://www.bollore-transport-logistics.com/lentreprise/implantations



L'orientation de Bolloré vers la communication a lieu en 2005, au départ **par l'acquisition du groupe Havas (qui gère aujourd'hui le groupe Canal +), puis de Vivendi en 2014 (et par ce biais d'autres groupes comme Universal Music Group, Editis...) et surtout le groupe Lagardère en 2022.** C'est au départ **Yannick Bolloré**, né en 1980, qui fait carrière dans l'audiovisuel et prend en charge la chaine Direct 8 et d'autres chaines de Bolloré Média. Il connait le succès grâce à l'émission **"Touche pas à mon poste"** puis monte H2O Productions avec son complice **Cyril Hanouna** en 2010, avant de la vendre à la société Banijay. Il devient ensuite **PDG du groupe de communication Havas en 2013**, et **président du conseil de surveillance de Vivendi en 2018**, et donc le premier responsable des activités de communication du groupe. Avec l'acquisition de Vivendi, Vincent Bolloré va revendre des activités particulièrement rentables comme certaines entreprises de télécommunication (comme Maroc Telecom ou SFR ou d'autres) ou de jeux vidéos pour en **recentrer l'activité vers les activités du groupe Canal + et d'Universal Music Group**. Cela lui permettra de rentabiliser l'activité d'UMI[23], d'abord par un partenariat entre Havas et la société Mirriad pour développer les placements de produits dans les clips des artistes d'UMI et d'une alliance entre UMI et Havas en 2015 pour exploiter et monétiser les "données comportementales" des fans de musique par le biais du streaming. Le groupe Vivendi prendra également possession de **Dailymotion** pour concurrencer Youtube et de **Mediaset** pour concurrencer Netflix. C'est pourtant depuis bien avant que le groupe Bolloré semble avoir **une politique stratégique en termes de placements de produits, détournant la contre-culture apparaissant comme contestataire pour renforcer le pouvoir des industries**, à l'image des stratégies dévoilées par Edward Bernays, spécialiste de la propagande aux États-Unis, dans *Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie*[24]. Quelques chansons célèbres faisaient déjà la promotion des produits des marques de papier à rouler de Bolloré[25]. **On peut être étonné de remarquer les artistes mis en avant par UMI, dans le rap français notamment, ainsi que leurs directions artistisques.** La direction artistique des artistes de Millenium par exemple, performe **un rap violent, obscène et glorifiant les crimes avec un jusqu'auboutisme proche du folklore**. Cela tend à **créer des interprétations faussées des populations issues de l'immigration post-coloniale vivant dans les quartiers populaires et à créer des faux modèles qui semblent aimer soumettre les faibles et des thématiques faussement contre-culturelles comme le business et le gangstérisme**. UMI distribue également des **labels faussement identifiés comme indépendants** et portés par des rappeurs affichant ces symboles (à l'image de ceux de Disiz, Sofiane, Alpha Wann ou Nekfeu). ***"Mon propre boss comme Hanouna",*** comme dirait le rappeur Eloquence [26] dans le morceau *Film alimentaire* de l'album *Codex Gigas* sorti en 2021 avec Joe Lucazz, à propos d'**esclavage moderne**.

Progressivement, Vivendi va **se désengager d'UMI tout en continuant à en bénéficier et réorienter ses activités vers le secteur de l'édition**. Après une participation de 15% dans la Fnac qui semble passer inaperçu en 2016, Vivendi prend possession d'**Éditis (Nathan, Robert Laffont, Julliard, Plon, Belfond, Presses de la Cité, Pocket, Solar...)** en 2018, ainsi que **Prisma Media (Capital, Geo, Voici, Femme Actuelle)** en 2020. Mais c'est surtout en 2022 que **cette stratégie va devenir un monopole** avec l'offre publique d'achat du **groupe Lagardère qui détient plusieurs médias (Paris Match,**

23: Entre autres, quelques artistes distribué.e.s en France par UMI: Niska, Gradur, Koba La D, Ziak, Dosseh (via Millenium), Booba, Green Montana, SDM (92i), Sofiane, Soolking (Affranchis Music), Disiz, Norsacce (Argentic Music), Zamdane (Bendo Music), Kendji Girac, Florent Pagny, Enrico Macias, DJ Snake, Chilla, MHD, Némir, Ateyaba (Capitol France), Dadju, Franglish (Indifference Prod / Lutece /Amaterasu), Dosseh, Dinos, Lacrim (SPKTAQLR), Alpha Wann (Don Dada Records), Nekfeu (Seine Zoo).

24: À travers ce livre publié en 1928, il expose plusieurs aspects de l'industrie de la propagande dans les affaires publiques aux États-Unis. Il évoque notamment le financement de mobilisations féministes en échange d'un accord pour que des personnalités féministes reconnues fument une cigarette en guise de revendication, faisant ainsi la publicité pour la marque en la faisant passer pour un indice d'émancipation.

25: Avec la chanson espagnole "Bolloré" de Cathy Claret, reprise par Raimundo Amador et B.B.King, ainsi que la chanson "OCB" du groupe Billy Ze Kick et les Gamins en Folie en France. Le refrain de la chanson "Bolloré": « *Bollore te quita las penas / Bollore pa toda la vida / Bollore nos vuelve locos / Bollore !! que papel !!* » (« Bollore t'enlève les peines / Bollore, pour toute la vie / Bollore nous rend tous fous / Bollore, quel papier ! »). Le refrain de la chanson "OCB": « OCB, occis carton blindé ! OCB, fais tourner, fais tourner, fais tourner ! OCB, c'est toujours moi le dernier ! ».

26: Eloquence est un rappeur, proche de Disiz, connu au début des années 2000 pour "C'est ça la France" avec ce dernier, ou "Match nul" avec Kayliah, et qui a notamment écrit des titres pour l'album rap de Tony Parker. Fuyant l'industrie du rap après plusieurs mauvaises expériences au sein de celle-ci, ses albums plus récents se moquent souvent des nouvelles têtes d'affiche et performent un gangstérisme marqué d'ambiguités, plus authentique.

Le Journal du dimanche, Europe 1, Europe 2, RFM), le groupe d'édition Hachette (Armand Colin, Grasset, Hatier, Fayard, JC Lattès, Calmann-Levy, Dunod, ...), de distribution dans les commerces des gares et des aéroports (Relay, Natoo, ...) entre autres. Nicolas Sarkozy, ami de Bolloré, fait notamment partie du Conseil d'administration du Groupe Lagardère depuis 2022 et Yannick Bolloré y est lui-même entré en fin 2023. Dans un contexte de forte inflation du prix du papier[27], ce monopole médiatique a pour but de **mettre en oeuvre une propagande autoritariste à grande échelle**. Cette stratégie devient claire lorsqu'en janvier 2022, Bolloré achète **Progressif Media, petite société qui met en avant des influenceurs et projets d'extrême droite, pour leur donner accès à son empire médiatique[28]**.

Dans son monopole médiatique, l'une des spécificités du groupe Bolloré est de mettre en avant des **programmes liés à la religion catholique**. Il aurait "*créé un contexte où il est redevenu possible d'exprimer et même de promouvoir des convictions et des références chrétiennes à la télévision" selon* l'évêque de Toulon[29]. **Les journalistes et chroniqueurs de CNews ne sont pas tous croyants mais partagent l'idée que la France doit *« réaffirmer ses racines chrétiennes »***. Selon Vincent Bolloré lui même, plus qu'une identité catholique, la raison d'être de Cnews serait **une "*impulsion (...) plus civilisationnelle"***. *Sur cette chaine, un direct à Lourdes pendant l'Assomption devient* ***"moment d'unité nationale"***, selon le présentateur de cette édition spéciale, Aymeric Pourbaix, une fête "*fédératrice"*, **pour *"les croyants et les non-croyants"***. Comme ses ancêtres, Vincent Bolloré a à cœur de financer la rénovation de l'Eglise, finance des monastères (exclusivement) féminins (dont les Petites Sœurs des pauvres), l'hebdomadaire France Catholique ainsi que le Foyer Jean-Bosco qu'il a acheté pour 70 millions d'euros pour son confesseur, l'abbé Gabriel Grimaud. Ce dernier, fils de pied noir algérien et complice de Zemmour dans sa guerre contre "l'islam", est l'un de ses proches complices qui écrit régulièrement dans ses médias sous divers pseudonymes (Défendente Génolini, Alexamenos...). La cause catholique est donc prétexte à cette guerre. Selon Zemmour sur Cnews le 14 mai 2019, dans l'émission piédestale proposée par Vincent Bolloré et qui lui a permis de bénéficier d'un support médiatique pour se présenter aux élections présidentielles de 2022, **le christianisme serait une arme : *"Pour contenir l'offensive islamique, il faut un vrai renouveau de la religion chrétienne, qui incarne l'identité de la France"***. *« Pour lui, une certaine vision de l'homme est aujourd'hui menacée »*, croit savoir Mgr Dominique Rey, évêque de Fréjus-Toulon, qui le voit régulièrement (Vincent Bolloré possède un pied-à-terre à Saint-Tropez). Son frère Michel-Yves dément pourtant l'appartenance de Vincent à l'extrême droite auprès de l'Express : ***"Vincent a toujours été comme moi, c'est-à-dire de Gaulle-Pompidou-Giscard-Chirac-Sarkozy"***. Selon Mediapart, Chantal Bolloré, sa sœur, fait par ailleurs partie des donateurs du candidat à la présidentielle. **Cette quête raciste, dont les conséquences s'avèrent désastreuse, semble avoir pour projet de protéger l'ordre de la forme bourgeoise du sujet dans une société capitaliste en crise[30].**

Cette conception religieuse bourgeoise des Bolloré est **en rupture avec le vivant**, en témoigne Michel-Yves Bolloré dans son interview dans *l'Express* qui fait l'éloge d'un monothéisme pour avoir soi-disant "compris" que **les forces de la nature n'auraient rien de divin (contrairement à l'humain) et que l'univers aurait "un début et une fin", ne serait pas cyclique**. La mélancolie bourgeoise d'une grande

27: (20/12/2022) Selles Claire-Marine, Pol Aurélien. Inflation. Pourquoi le prix des livres a autant augmenté en 2022 ?. *France 3. https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/somme/inflation-pourquoi-le-prix-des-livres-a-autant-augmente-en-2022-2678792.html*

28: (2023/09/05) Plottu Pierre, Macé Maxime. Enquête: Progressif Media: dans le secret de la fabrique à influenceurs de Bolloré. *Libération.* https://www.liberation.fr/politique/progressif-media-dans-le-secret-de-la-fabrique-a-influenceurs-de-bollore-20230905_2Q4E2OW7YBA6NOV43MFVK67Z3M/

29: Héloïse De Neuville, Mikael Corre (12/11/2021). "Vincent Bolloré, le catholique". La Croix. *https://www.la-croix.com/France/Vincent-Bollore-catholique-2021-11-12-1201184796*

30 : Pour une telle théorie du racisme dans la société capitaliste. Voir: JustIn Monday. *La double nature du racisme. La "race" comme mythe de la société capitaliste en crise. Crise et Critique. 2023*



famille qui, **pour retrouver leur grandeur économique, légitiment une surexploitation coloniale par une adhésion à une mythologie raciste**, c'est juste pitoyable. Que cette mythologie raciste fonctionne comme propagande, ça en dit long sur **la pénurie culturelle répandue autour de nous**. Avec elle, s'accompagne **un goût pour l'autorité et un dégoût des vulnérabilités propres à toutes celles et ceux qui travaillent auprès de choses vivantes**. En témoigne l**es campagnes médiatiques défendant Gérard Depardieu** pour ses propos, à travers lesquelles l'une des chroniqueuses de **Cnews** avance que les enfants seraient d'après Freud des êtres sexuels, légitimant les propos sexualisant de l'acteur envers une fille de 10 ans. En témoigne également **le parti Renaissance et le candidat Zemmour, qui au nom de la famille, voulaient retirer les aides sociales aux mères célibataires**. **Si la puissance d'une civilisation s'élabore par l'asservissement ou la mutilation de tout ce contre quoi elle entendait se construire, à savoir les populations "autres" dans sa mythologie raciste, les sauvages et les barbares, les arriéré.e.s et autres paysan.ne.s trop proches de la terre et les enfants et les parents qui montrent trop de vulnérabilités dans leurs tâches, alors le plus sage est sans aucun doute de détruire tout ce qui l'a rendu possible. Et de rentrer en résonnance avec celles et ceux qui le font partout à travers le monde.**

Quelques propriétés privées de la famille Bolloré, et n'oublions pas qu'en tant que 8e fortune française avec 10 milliards d'euros en avril 2023, ça doit être sympa à visiter :

- Un vieux manoir familial (longtemps propriété de Gwen-Ael), bâti en 1922, sur les rives de l'Odet à Ergué-Gabéric (près de Quimper).
- Une villa familiale (ou un manoir selon une autre source) à Beg-Meil, au bout du Finistère.
- Toujours en Bretagne, la famille posséderait l'île du Loch.
- La résidence principale de Vincent Bolloré est située dans la Villa Montmorency, célèbre résidence fermée parisienne, "la forme la plus aboutie d'enclosure dans Paris intra-muros" selon le géographe Renaud Le Goix, qui possède à elle seule une page wikipédia. Cette dernière nous explique notamment; qu'elle se situe entre les six avenues de Montmorency, du Square, de Boufflers, des Sycomores, des Tilleuls et des Peupliers; ainsi que les protocoles de sécurité et la gestion des déchets ménagers.
- Ils posséderaient également une résidence à Saint-Tropez.

Pour l'apéro :

Vincent Bolloré serait propriétaire des vignes sur les domaines de La Croix et de la Bastide Blanche en Côtes de Provence

Pour le dîner :

- Le siège du groupe Bolloré prend place dans la Tour Bolloré, de 17 étages dont le bureau de Vincent Bolloré est au dernier étage, au 31-32 quai de Dion Bouton à Puteaux (92811 FRANCE). Juste à côté, au 30 quai de Diou Bouton, se trouve l'immeuble "La Madonne", dont le groupe Bolloré est également propriétaire et où se trouvent des équipes d'Havas du groupe Bolloré.

« Y a pas de racisme ici » :

La commandante du CRA confrontée aux retenus du Mesnil-Amelot.

Témoignages d'un retenu repris du site A bas les CRA : https://abaslescra.noblogs.org



En octobre dernier, plusieurs dizaines de retenus du CRA 2 du Mesnil-Amelot ont collectivement signé un rapport, rédigé par l'un de leurs co-retenus. Dans ce texte, ils dénonçaient leurs conditions de rétention détestables, le racisme du personnel médical et les violences policières quotidiennes. Après l'avoir transmis à la direction du centre de rétention, M., l'auteur du rapport, a été convoqué par la commandante, qui a rejeté en bloc toutes les accusations des retenus.

A bas les CRA a publié ce document après avoir attendu la libération de M. pour éviter tout risque de représailles à son encontre, accompagné de son témoignage à la suite, qui détaille les faits rapportés dans le rapport et raconte son entretien avec la commandante du CRA, et évoque les suites de cette affaire.

Les jours précédant le rapport.

Les conditions de rétention.

Ici, ils nous traitent pas comme des humains, mais comme des animaux. Y a pas d'oreiller, y a pas de chauffage, y a une seule couverture. Et ça sent la pisse partout. Ils viennent tous les jours nettoyer mais ça sent toujours la même odeur. Le plus urgent ici c'est l'odeur. Quand on tire la chasse d'eau ça marche pas bien. Les toilettes ça pue, un truc de ouf. Tu rentres dans le salon, la salle pour regarder la télévision, ça pue. Moi j'aime bien regarder télévision le matin, mais on rentre ça sent la pisse.

L'eau elle est sale, ça pue. On dirait y a des rats morts dans le réservoir. Par exemple moi j'ai la peau fragile et ma peau elle s'enlève tout seule dans mon nez. L'eau de la douche c'est soit trop froid ou trop chaud, ça brûle. Quand on prend la douche c'est comme un bain, mais un bain de pied, il reste 4 ou 5 cm d'eau, elle descend pas et il en reste toujours sur nos pieds. Quand tu sors, ça salit la cellule et on a pas de serpillière.

Ils disent ils nettoient, mais la saleté elle reste. L'évier c'est plein, ça commence à couler partout. On demande des coupe-ongle, y en a pas. Même pour couper les cheveux il faut attendre. Pour couper ma barbe j'ai patienté 20 jours. A chaque fois ils te disent « le temps il est passé ». Y a trois tondeuses, ils nous donnent même pas les trois. C'est vraiment de la merde, vraiment dégueulasse. C'est une punition.

On dirait si tu restes ici, tu vas attraper des maladies. Et si on attrape des maladies ils vont pas nous soigner. C'est grave. Normalement c'est un truc principal de la vie. Quelque chose de propre.

Et ils nous donnent plus de téléphones. Ils disent y en pas et c'est pas vrai, y en a plein. Quand des retenus s'en vont ils récupèrent les téléphones et ils les redonnent pas. Même si on enlève les caméras de nos téléphones ils veulent plus qu'on les garde.

On a pas le droit d'avoir d'enceinte pour la musique alors

qu'ils en ont dans l'autre CRA. Là-bas, les gens ils peuvent venir en visite avec une carte navigo ou le papier de l'aide médicale, mais ici ils laissent pas rentrer avec ça. Ça fait une semaine ça a changé, avant c'était pas comme ça. Maintenant ils disent non.

Même la bouffe. Normalement on a le droit d'en ramener, mais ils nous disent de la jeter. Ils nous laissent plus rien ramener dans les bâtiments. On dirait ils nous ramènent ici pour nous rendre mal.

Le personnel médical.

Un jour il faisait chaud et moi j'avais froid et je transpirais. Et je voyais un peu noir, j'avais mal au ventre, j'ai souffert toute la nuit. Je sais pas si c'est l'angoisse ou les médicaments. Et j'avais un ganglion qui est sorti dans le cou, c'était gonflé, ça me faisait mal. Ça faisait trois jours que j'avais mal au ventre, que je sentais que ça allait éclater.

Mais ils voulaient pas m'envoyer aux urgences. Alors j'ai pris le téléphone de quelqu'un, j'ai commencé à appeler le 18. Ça sonnait. Un flic il m'a vu, il m'a dit « t'appelle qui ? ». J'ai dit « j'appelle les pompiers ». Il a dit « c'est bon coupe, coupe, tu vas voir l'infirmière ».

L'infirmière me met un appareil sur le bras et le doigt et elle fait le test pour le diabète. Elle me dit « vous avez rien, la machine elle parle ». Moi je dis : « La machine elle parle pas. J'ai pas dormi, vous voyez ma couleur elle est verte. Comment ça vous dites la machine elle dit rien et moi je souffre toute la nuit ? » Je dis « moi je vais rien gagner, je vais pas être libre, vous allez pas me libérer parce que j'ai mal, je veux juste des médicaments qui calment les douleurs ».

Elle a dit « non je peux pas vous donner de médicaments ». J'ai dis « s'il m'arrive quelque chose c'est vous qui êtes responsable ». Elle dit « je donne du doliprane ». Mais ça guérit juste une heure, après ça me fait mal. Ils sont chiants, et c'est juste ils ont vu que je parle bien français, mais les autres qui parlent pas français ils les font plus galérer.

J'ai jamais eu mal comme ça depuis mon opération de l'appendicite, ça fait 10 ans. A part ça, j'ai jamais eu mal comme ça, sauf quand j'ai une crise d'angoisse. Le jour où s'est arrivé, j'avais vu quelqu'un, c'était son premier vol et ils ont forcé, ils l'ont mis par terre, et moi ça m'a stressé. Je crois c'est à cause de ça. Ça m'attrapait le ventre, je pouvait même pas parler.

Mais elle, l'infirmière, elle s'en foutait. On dirait le centre de rétention c'est son père qui lui a laissé en héritage. On dirait on leur rajoute du travail, ils regardent mal. Et c'est elle qui a pas voulu me donner de certificat. Y a qu'aux urgences qu'on m'a donné un certificat pour déposer plainte, sinon les autres ils veulent pas, ils m'ignorent. Pendant 15 jours on voulait pas me donner de certificat dans le centre. Ils voulaient pas remplir le papier, l'infirmière elle disait « je m'en fous de la feuille ».

Les violences policières.

La police elle provoque. Si un policier t'insulte et tu rends l'insulte après il appelle ses collègues, il te frappe, il te met par terre et ils ont le droit parce qu'ils sont protégés par la directrice. Nous on est pas protégés.

L'autre jour je demandais des claquettes. Quand je fais la prière, que je fais mes ablutions avec les baskets, ça met de l'eau partout et ça pue, parce que ça mouille la basket. Je suis parti à la fouille demander des claquettes. On me dit parle avec la police en civil. Quand je parle avec le civil il se fout de ma gueule, il me dit parle avec la police en combat [en uniforme]. Et il a rigolé, comme s'il se foutait de moi.

Il y a eu plusieurs gars qui se sont fait voler leurs téléphones. On a dit aux flics « comment ça vous savez pas qui c'est ? ». Après il y a quelqu'un, il est gradé, il dit « vous inquiétez pas on va vous faire chier, on va vous fouiller tous les jours, les matelas, les couilles, tout. » Et ils l'ont fait hier, ils ont fouillé tout le bâtiment et ils ont envoyé quelqu'un en isolement.

Le lendemain ils ont fouillé tout, ils nous prennent dans la salle de télévision parce qu'il y a pas de caméras. Ils nous fouillent et ils me disent « enlève l'écharpe de ton épaule ». Mais ils ont rien trouvé. Pour la fouille, j'avais envoyé ma deuxième veste : j'ai deux vestes parce qu'il pleut. Et quand je sors, j'ai oublié ma veste. Je leur dit « je vais revenir prendre ma veste », et la policière elle me dit non et elle me pousse. Après ils se sont mis contre quelqu'un, ils l'ont menotté et ils l'ont mis en isolement.

Un gars il savait qu'il avait le vol. Ils le laissent jusqu'à midi, il part pour aller manger, et se mettent 8 contre lui. Je dis « ça se fait pas, il a même pas la taille et vous vous mettez 8 contre lui ». Ils disent « on veux juste vérifier s'il a un couteau ». Après on les a vu prendre ses affaires. Ils l'ont emmené pour le vol. C'était le premier vol et c'était en forcé. Normalement le premier vol tu peux refuser, c'est pas en force. La Cimade elle m'a dit ça. Le gars ils l'ont mis par terre dès le premier vol.

Y a un mec dans le bâtiment 12, il est un peu âgé, ils le réveillent et il part dans le bâtiment 11 pour dormir une demi-heure, le temps qu'ils nettoient. Après il revient dans son bâtiment, le 12, et il a trouvé un cadenas, c'était fermé. Il a dit « pourquoi vous fermez, je suis faible j'ai envie de dormir, laissez moi me reposer un peu ». Y avait un flic en civil, il a dit « si tu veux dormir, dors la nuit ». Ils ont dit : « Pourquoi tu fais le malin ? » Il a répondu, ils l'ont direct menotté, ils lui ont mis la tête par terre, genou sur la tête, y avait du sang dans sa bouche et ils l'ont emmené en isolement. Pour rien. Il a pas porté plainte, il avait peur d'eux.

Les luttes des retenu.e.s.

On a fait une grève de la faim, tellement on en avait marre qu'ils tapent tout le temps les gens, qu'ils prennent en force pour le premier vol. Ils font comme ils veulent. On a un peu détruit l'autre grillage, on a voulu rentrer dans l'autre cour, tellement on voyait le mec qui saignait par terre avec les menottes.

Dans le bâtiment 11, une personne a tenté de se suicider. Il est monté sur le toit du bâtiment. Du coup ils nous ont enfermés à 18h. Ils ont appelés les pompiers, les pompiers sont venus puis repartis, et le mec il est resté jusqu'à 3h du matin.

Quand on nous a enfermé, on a demandé notre bouffe et nos cigarettes, parce qu'en fait on a la même cour, le bâtiment 9 et 10, mais les personnes étaient mélangées et y avait la bouffe et les cigarettes dans l'autre bâtiment, de l'autre côté. On a demandé et ils ont dit on s'en fout. On a dit : « Vous êtes sûr que vous vous en foutez ? On va pas fumer, ni manger, ni rien ? » Ils ont dit on s'en fout. Après y en a qui ont déglingué un peu le grillage. Ils ont envoyé les renforts et ils ont gazé.

Et après vers 2h, ils ont fait juste des travaux vite fait pour le grillage et le lendemain ils ont fini les travaux, mais ça fait trois jours que tous les matins, dès qu'on sort pour le ptit déj à 7h, ils ferment la porte jusqu'à midi, ils nous laissent dehors et ils nous laissent pas dormir. Même hier il pleuvait, avant-hier il pleuvait, mais ils nous laissent dehors dans le froid. Il y a que le bâtiment 9 qu'ils laissent fermé jusqu'à midi. Tous les autres sont ouverts. Ils disent c'est les travaux pour le grillage, mais il y a ni travaux ni rien : ils l'ont réparé. C'est juste à cause de la grille qu'on a pété, c'est juste pour ça.

Moi je crois, ils jouent sur notre moral pour que les gens ils pètent les plombs, et après ils disent c'est eux qui cherchent les problèmes et après on les autorise à taper les gens.

La confrontation avec la commandante.

Ils m'ont appelé ce matin, pour aller voir la directrice. Ils m'ont fait attendre une heure, j'ai pas pu voir psychiatre, médecin. Je savais pas pourquoi j'attendais, si c'était un vol ou quoi.

Pour les toilettes elle m'a dit « c'est vous qui devez savoir faire pipi au milieu ». J'ai dit « le problème c'est pas ça, c'est que je crois ils mettent pas le produit pour nettoyer ». Elle dit « d'accord pour le nettoyage, d'accord on va faire des serpillières ». Je lui demande pour les produits de nettoyage, elle me dit « on a pas le droit d'en donner ». Pour la douche elle me dit « le réglage c'est dur ». Comment ça c'est dur ? C'est pas dur, ils peuvent payer un plombier.

Et quand elle a tourné la page où ça parlait du service médical, de violences policières et de racisme, j'ai vu que son visage il a changé. Elle m'a dit « ici il faut pas mentir ». J'ai dit « j'ai pas menti ».

Elle me dit : « Elle est où la maltraitance ? »

J'ai dit « y a pas d'oreiller, les couvertures elles sont fines, et la plupart ici ils ont des douleurs, ils demandent des médicaments et on leur donne pas ». Elle m'a dit « pour le médecin c'est pas nous ».

Et je dis : « En ce moment je mange pas suffisamment. Depuis que je suis rentré j'ai perdu 14 kilos ». Elle me dit « si si, vous mangez suffisamment, le médecin le dit, la nourriture elle donne de l'énergie ». Mais déjà je suis faible, si je fais du sport je meurs. C'est pas normal.

Elle me dit « pour la viande, y aura pas halal ». Mais y a 300 personnes, la plupart c'est des musulmans. Elle me dit « non, y en a qui mangent pas halal, par exemple moi je mange pas halal ». Et je dis : « Vous vous êtes pas avec nous, je parle de ceux qui sont enfermés. Vous vous pouvez acheter ce que vous voulez, nous on est obligé de manger cette bouffe. Nous soit on mange, soit on crève ». Ça c'est pas son problème, c'est le problème des prisonniers. Elle dit « moi j'aime pas la bouffe halal ». Ça veut dire quoi, toi t'aimes pas les musulmans ? Ça c'est ton avis. C'est pas tous les français qui détestent les musulmans. Elle me dit « ceux qui ramène la bouffe c'est de la bouffe christianiste, c'est pas de la bouffe halal ». Elle m'a dit « ici on pratique pas la religion ».

Elle me dit : « C'est où le racisme ici ? »

Je dis : « Parfois les policiers je les vois, je dis bonjour et y en a ils répondent même pas boujour. Ils nous regardent comme si on était sales ». Elle me dit « ça c'est pas du racisme » . Et quand je lui ai dit « ici ils ont tapé quelqu'un », elle me dit « pourquoi tu t'occupes pas de toi ? ». Comme ça elle m'a dit. « Pourquoi tu te mêles des problèmes des gens ? » Il parle pas français, moi je parle français, je peux traduire, je suis obligé de dire ce qu'il pense. Moi je peux pas voir des gens qui galèrent et rien faire. Ça se fait pas, ils sont comme moi, on est dans la même merde.

Elle me dit « la police elle vous a fait quelque chose ? » Je dis « oui, ils m'ont mis la gazeuse devant le visage ». Elle me dit « ils vous ont gazé ? ». Je dis non. Elle m'a dit « donc c'est bon ». Je lui dis « non, ça c'est une menace ». Je lui dit : « Si moi je prends un couteau et je le montre à un policier, je prends un jugement, outrage à un policier, cinq ans de prison. Pourquoi la police elle paie pas ? » Ils croient qu'on a peur. Et en fait c'est ça qui nous rend plus fous.

Elle me dit, « vous avez cassé le grillage c'est pas marrant ». Je lui dis : « Aussi c'est pas marrant de nous enfermer sans nos affaires. On a parlé avec les policiers ils ont dit « on s'en fout ». Est-ce que quand vous, vous êtes en

manque ou vous avez faim, vous demandez un truc et quelqu'un il vous dit « je m'en fous », ça c'est bien ? » Elle me dit « c'est pas une insulte, mais normalement ils disent pas ça ». Je lui ai dit « bah voilà ». Mais elle me dit « y a pas de racisme ici ». Elle veut protéger ses collègues. C'est tout. Ils sont tous dans la marmite. C'est comme nous, on veut pas se laisser faire. Eux aussi ils cachent des trucs derrière eux.

Et elle était énervée. Elle me dit : « C'est pas tous les jours que vous allez faire un rapport. Pourquoi les autres ils parlent pas, pourquoi il y a que toi qui écrit ? » Je dis « parce qu'ils savent pas parler le français ». Elle me dit « t'es politicien toi ou quoi ? » J'ai dit « je suis pas politicien, juste je réclame mes droits ». Et elle a rigolé. Elle me dit : « De toute façon vous êtes là juste pour attendre votre passeport et partir dans votre pays. » Et ça c'est raciste.

A la fin elle a dit « le ménage, d'accord, mais des violences policières y en a pas ». Et elle a marqué juste « serpillière, WC, ... ». Et elle m'a dit l'écriture c'est pas mal, sauf qu'il y a des fautes. Elle voulait juste me parler de ça pour me rabaisser. De toute façon pour être directrice et arriver à travailler dans le centre, il faut pas être bien.

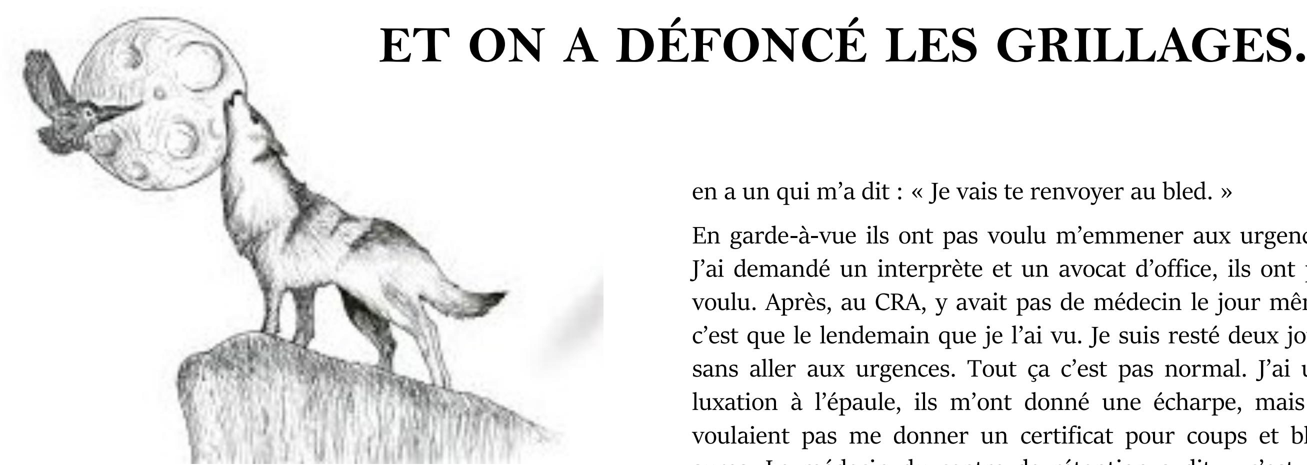
Les jours suivant l'entretien.

Un policier m'a dit : « C'est pas gentil que vous avez fait un rapport contre la police et que vous parlez de racisme ». Il a pas voulu me donner de dentifrice, gel douche, shampoing, mouchoirs, crème de rasage. Il m'a dit « y en a pas ». Je sors, j'appelle mon pote, je lui dis « vient, je veux savoir la vérité ». Il rentre et on lui donne. Je rentre derrière lui et je dis « ça se fait pas que vous donnez aux autres et pas à moi ». Il me dit « tu vas pas me montrer mon travail ». Je lui dis « déjà vous me tutoyez pas ». Il me dit « je dis comme je veux et je donne à qui je veux ». Il croit ici c'est la société de son père. Et il me dit « si tu veux me montrer mon travail, va étudier dans l'école de police ».

Lui il avait pris la feuille du rapport pour la montrer à un autre policier. Maintenant il dit à tous ses collègues que c'est moi qui a fait le rapport. Les autres ils me disent « fais attention, c'est toi qui a écrit, ça va tomber sur toi ». Même la Cimade on dirait ils ont peur de la police. Quand ils m'ont donné la feuille pour la plainte, ils m'ont dit « dis à personne que tu vas faire un certificat pour porter plainte contre la police ».

Tout ça c'est des menaces, je vais faire un autre rapport. Ils veulent juste m'afficher, ils veulent juste salir mon image. Comme ils font à la télévision pour salir les musulmans, ils salissent les gens. Mais c'est eux qui sont racistes. Si t'aimes pas ce travail là, change de travail, trouve un autre métier. Ils l'aiment pas, je crois, leur travail. Et c'est à cause de nous qu'ils ont de l'argent, la police, les gendarmes, l'armée... C'est le peuple qui paie. Je crois qu'on est con. C'est le peuple qui paie et c'est contre le peuple. Et ils disent « liberté, égalité, fraternité », moi je vois pas ça, je vois tout à l'envers. Y a pas de « liberté », c'est « enfermé, prisonnier ».

« On a crié « Liberté ! » , on chantait et on a défoncé les grillages.



L'arrestation, la garde à vue puis le CRA.

La police est venue m'arrêter chez moi. Ils ont déglingué la porte, et j'étais derrière. Ils se sont mis à 4 sur moi. Ils m'ont mis par terre, ils m'ont mis des coups de pied dans le dos et ils m'ont mis les menottes. Ils m'ont insulté, chez moi et dans la voiture : « ta gueule », « bougnoule », « nique ta mère ». Y en a un qui m'a dit : « Je vais te renvoyer au bled. »

En garde-à-vue ils ont pas voulu m'emmener aux urgences. J'ai demandé un interprète et un avocat d'office, ils ont pas voulu. Après, au CRA, y avait pas de médecin le jour même, c'est que le lendemain que je l'ai vu. Je suis resté deux jours sans aller aux urgences. Tout ça c'est pas normal. J'ai une luxation à l'épaule, ils m'ont donné une écharpe, mais ils voulaient pas me donner un certificat pour coups et blessures. Le médecin du centre de rétention a dit « c'est pas nous qui faisons ça, on peut pas faire ça ».

Le JLD (juge des libertés et de la détention) & l'avocat.

Le juge il m'a rajouté 30 jours. Ça a duré 10 minutes. L'avo-

cat je lui ai dit que j'ai des problèmes de santé, j'ai attrapé des infections ici, j'ai des douleurs aux dents, je prends 12 médicaments par jour, je sais même pas à quoi ils servent. Et l'avocat il a pas parlé de ma santé, il m'a énervé. C'est comme s'il était contre moi et qu'il travaillait avec eux. Le premier m'avait défendu un peu, il a parlé des violences policières et de ma santé. Mais lui il a rien dit. La Cimade m'a dit c'est pas normal, ils ont demandé le nom de l'avocat. La prochaine fois j'espère qu'il va parler, sinon je m'exprime moi-même.

La visite du préfet.

L'autre jour il y a quelqu'un qui est venu. Un flic m'a dit « c'est le préfet ». Il a fait une visite dans toutes les chambres. Je lui dis « y a des toiles d'araignée partout dans la chambre ». Y a une policière qui vient, qui me dit « chut ». Je dis : « Pourquoi vous me dites chut ? C'est la vérité. On nous donne même pas de produits pour nettoyer. »

La même journée ils ont affiché des vols à tout le monde. Je sais pas s'ils se sont trompés ou s'ils ont fait exprès pour que le préfet croit que tout le monde se fait expulser, mais c'est pas vrai, il y avait pas de dates ni rien.

Les expulsions par vols cachés.

Mon co[retenu] ils l'ont emmenés ce matin, ils ont même pas dit l'heure du vol. Je suis parti faire un café et quand je suis revenu, je vois les policiers l'ont attrapé. Je viens, je dis « ya quoi ? » On me dit « de quoi tu te mêles ? » J'ai dit « Pourquoi vous le prenez direct ? » et j'ai fait comme un câlin pour qu'ils le prennent pas. Un policier il vient derrière moi, il me tourne le bras et après quelqu'un il me pousse fort et il me dit « on peut t'envoyer en prison ». Je dis « mais ça se fait pas, au moins dites aux gens que vous voulez les prendre ».

Après quand ils reviennent pour prendre ses affaires, je dis « je sais pas c'est quoi ses affaires », exprès pour qu'ils le ramènent ici, et cette fois je le laisse pas. Ils me disent « non, donne, sinon on l'envoie comme ça ». J'ai donné, il est parti. Je peux pas le contacter, je sais même pas s'il est arrivé ou quoi.

3 jours et 3 nuits de résistance.

Il y a quelqu'un qui est monté sur le toit du bâtiment 5. Les autres lui ont fait monter de la bouffe, de l'eau et des matelas aussi. Il s'est fait une baraque avec, pour qu'il se couvre de la pluie et de la neige, parce qu'il a neigé !

Nous on est allé voir la directrice, parce qu'on veut pas rester 3 mois enfermés. J'ai dit « on va pas manger ». Elle a dit « on s'en fout, votre parole elle va pas sortir du CRA ». J'ai dit « on va voir ».

Trois mois c'est trop. Tu pètes les plombs. Après quand tu fais quelque chose ils t'envoient en prison pour rien et on te dit t'es fou. Mais c'est eux qui nous rendent fous. On nous ramène ici pour nous torturer le moral. C'est grave. Comment ça dans leurs droits de l'homme ils accueillent les humains, et après, quand tu viens ici, pour avoir des papiers il faut travailler et pour travailler il faut des papiers ? Donc il faut faire une fausse carte, sinon on peut pas travailler. Ça dire on nous apprend à trafiquer, c'est grave.

Des feux de joie.

Le soir du 4 décembre, des feux d'artifice ont explosé dans le ciel au-dessus du centre de rétention, en soutien au retenu qui s'était hissé sur le toit pour échapper à son expulsion.

On est tous sortis dehors, on a crié « Liberté ! », on chantait et on a défoncé les grillages. Ça gueulait partout, dans les deux CRA, chez les femmes aussi.

Les policiers sont sortis, on leur a dit que deux retenus s'étaient évadés, ils se sont mis à courir partout, c'était comme dans un film.

Nous on a sorti des matelas dans la petite cour, et on a pris du thé avec des biscuits et du miel. Ah, c'était une bonne soirée.

Quelques bonnes nouvelles :

25 décembre, Vincennes : Vers 8h30, onze étrangers en situation irrégulière, en attente d'une mesure d'éloignement, sont parvenus à prendre la fuite. Après avoir fracassé la fenêtre d'une chambre, découpé le grillage, sauté de six mètres de hauteur, puis escaladé le dernier mur d'enceinte.

Décembre, Paris : « Récemment, nous avons attaqué la façade des locaux d'A2M à Paris. Cet aménageur a largement participé à l'installation de centres de rétention administrative (CRA) et de prisons en Île-de-France. La vitrine des locaux a été brisée et tagguée avec les inscriptions "*LES CRA EN FEU A2M AU MILIEU*" et "*CREVE LA TAULE*".

Et des moins bonnes...

1er janvier, Vincennes : 12 personnes ont été interpellées le soir du réveillon du 31 décembre. Comme tous les ans des feux d'artifices sont tirés devant les prisons et les CRA en solidarité avec les engeôlé-e-s. Cette année la préfecture a déployé une présence massive de flics autour des CRA suite aux dernières évasions de retenus. L'information a rapidement été « fuitée » vers la presse d'extrême droite qui a prêté des intentions aux arrêté-e-s. Ces dernier-e-s sont ressortis libre dans l'attente d'un procès le 14 février prochain.

Le déluge d'Al-Aqsa et le glaive de fer



Le 7 octobre 2023, le Hamas lance une attaque contre Israël, dénommé « Le déluge d'Al-Aqsa » : des tirs de roquettes sont abondamment balancés pour prendre de cours le bouclier anti-roquettes et surtout des dizaines d'assaut ont lieu simultanément au niveau du mur qui sert de frontière entre la bande de Gaza et Israël. Des assaillants pénètrent sur le territoire israélien. Des bases militaires et des postes policiers sont pris pour cibles, mais aussi des passants et passantes, un festival de musique électronique, des résidents et résidentes des villes frontalières. En une journée, plus de 1000 personnes sont tuées et environ 200 prises en otage. Là où certains et certaines ont voulu y voir une résistance héroïque, ce n'est ni plus ni moins qu'un pogrom géant.

Le Hamas est l'acronyme du Mouvement de résistance islamique, créé en 1987 par des dirigeants des Frères musulmans. Se revendiquant d'un islamisme sunnite, il est financé par l'Iran et le Qatar et est allié au Hezbollah chiite présent principalement au Liban. Sa charte appelle au Jihad contre les juifs et les juives et à l'anéantissement de l'Etat israélien. L'antisémitisme est une de ses bases idéologiques. D'ailleurs, son document fondateur reprend les thèses des *Protocoles des sages de Sion*, faux texte créé par la police secrète Tsariste en Russie pour justifier les pogroms et à la base de la théorie du complot utilisée pour justifier l'extermination des Juifs par les Nazis. Le Hamas n'a pas pour seul ennemi Israël : les Palestiniens et Palestiniennes attachés à la liberté le sont aussi. L'organisation vise la mise en place d'un Etat islamique basé sur la charia. Au pouvoir depuis 2007 dans la bande de Gaza, il a toutefois dû infléchir ses positions idéologiques.

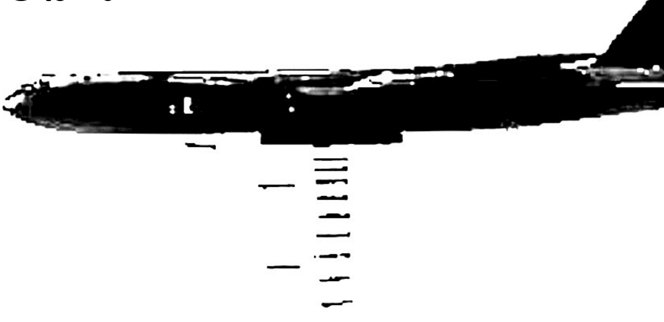
Evidemment, le contexte est important et ce n'est pas pour rien que des milliers de Gazaouis et de Palestiniens et Palestiniennes ont fini par accepter les fanatiques du Hamas comme fer de lance de la résistance palestinienne. La puissance est du côté de l'Etat israélien. La colonisation en est au point qu'il n'y a plus de territoire palestinien sauf la bande de Gaza, qui est un mince espace enclavé entre Egypte et Israël, sorte de prison à ciel ouvert où plus de 2 millions de personnes essaient de survivre malgré les pénuries d'eau et de nourriture, les coupures d'électricité. A 80 km se trouve Tel-Aviv, capitale de l'Etat israélien et ville la plus chère du monde, où le prix du m² atteint les 15000€.

L'extrême-droite a conquis l'Etat israélien en 2022. Le Premier ministre Netanyahou est nationaliste et conservateur, le ministre de la Défense Yoav Gallan est un fervent défenseur de la colonisation de la Palestine, le ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben-Gvir est un suprémaciste juif prônant la mise en place d'une théocratie et l'expulsion de tous les Arabes, le ministre des Finances Bezalel Smotrich est un suprémaciste juif et fanatique religieux qui milite pour la ségrégation entre juifs et arabes dans les hôpitaux et contre les homosexuels.

Dès le 11 octobre, l'Etat israélien lance pour se venger l'opération « Glaive de fer », une guerre totale mixant bombardements massifs et assauts militaires terrestres. Aujourd'hui, la bande de Gaza n'est plus qu'un champ de ruines et début décembre le nombre de morts palestiniens est estimé par des experts militaires à 20000 morts. Les parents écrivent le nom de leurs enfants sur leurs bras, afin de pouvoir les identifier s'ils se font tuer dans les bombardements.

D'un côté comme de l'autre, tout a été fait depuis des années pour confessionnaliser le conflit. Et finalement, le Hamas s'est félicité de la montée de l'extrême-droite en Israël et l'extrême-droite israélienne a encouragé le maintien au pouvoir du Hamas dans la bande de Gaza : ils ont une vision commune, celle de ramener ce conflit sur le terrain religieux. D'ailleurs, le nom de l'opération du Hamas n'est pas choisi au hasard : il s'agit de se venger de l'intrusion de l'armée israélienne sur l'esplanade de la mosquée Al-Aqsa en mai 2021. Ce que montre l'horreur de la situation là-bas, c'est encore une fois la nécessité de mener une critique radicale des religions, du nationalisme et de l'étatisme, dont la guerre est une conséquence naturelle.

Halte aux massacres !



UNE FOIS ENCORE, la guerre embrase la région Palestine-Israël. Une vague d'attaques coordonnées menée par le Hamas a déchaîné une opération militaire à grande échelle de l'armée israélienne. À l'assassinat de sang-froid et à la prise d'otages répondent le bombardement de villes entières, la famine et la déportation de millions de personnes.

Le Hamas et Israël. Deux régimes aux mains tâchées de sang, c'est indéniable. Deux pouvoirs militaires qui frappent dans le tas de manière indiscriminée. Deux autorités qui emploient la terreur pour tenter de conquérir ou préserver le pouvoir - un peu comme tous les États qui, y compris ici, n'hésitent pas à enfermer et écraser les rebelles à leurs lois.

Car cela ne fait que peu de différence, au fond, s'ils commettent leurs massacres à l'arme blanche ou en appuyant sur un bouton, si leurs soldats portent un uniforme noir ou vert, si leurs boucheries sont légales ou illégales. Ils se mettent tous au même niveau à partir du moment où ils ôtent à l'individu la possibilité de vivre comme il l'entend.

Voilà pourquoi nous refusons la sommation de «choisir un camp». Nous n'avons aucune envie de choisir entre un quelconque aspirant État avec ses soldats égorgeurs et un quelconque État colonial avec ses militaires assassins, c'est-à-dire entre plusieurs formes d'esclavage.

UNE FOIS ENCORE, les idéologies utilisées par le pouvoir, à savoir les nationalismes et les religions, sont les piliers de cette logique meurtrière. Alors que les frontières divisent artificiellement le genre humain en groupes ennemis, les nationalismes mènent à l'unité forcée au sein de chaque groupe humain sous un assemblage de mythes et de fausses utopies fabriquées de toutes pièces. Le concept de «peuple» lui-même n'est rien d'autre que le produit d'un imaginaire, dont les conséquences sont la mentalité de troupeau, le culte des guides, l'esprit de martyre, les fosses communes et les génocides. Comme en témoigne la longue liste de carnages qu'accompagne l'histoire des États.

Simone Weil faisait justement remarquer que *«la guerre constitue avant tout un fait de politique intérieure — et le plus atroce de tous»*. Quoi de mieux que la militarisation, en effet, pour écraser toute divergence et imposer l'adhésion unanime derrière le drapeau de la patrie ?

Dans ce monde, dans cet ordre social où une poignée d'individus décident de la vie de tous les autres qui obéissent, il va sans dire que la guerre n'est jamais qu'un des modes d'intervention des dominants pour régler les conflits qui les opposent et, de façon générale, accroître le pouvoir qu'ils font peser sur leurs administrés.

UNE FOIS ENCORE, ceux qui décident des guerres ne sont pas ceux qui en meurent. Sous les missiles qui tombent aujourd'hui en Palestine et en Ukraine, les civils bombardés sont utilisés par les gouvernements et les politiciens comme des pions d'un Risk inexorable. Ainsi, l'offensive du Hamas intervient à un moment où l'Arabie Saoudite — régime honni par l'Iran — était en négociation avec Israël pour établir des relations officielles. De même qu'en Ukraine se joue la stratégie expansionniste de l'OTAN, c'est-à-dire une rivalité plus large entre blocs de pays pour le contrôle de marchés et de zones d'influence.

Par conséquent, nous rejetons l'idée selon laquelle le Hamas serait engagé dans une *«lutte de libération»*. Quoi qu'il puisse être difficile de le penser pour ses défenseurs, les épouvantables massacres qu'il dirige appartiennent en réalité à la praxis de n'importe quelle armée, formée à tuer et à être décimée sans scrupule pour le plus grand profit d'une minorité de privilégiés. — *Tout le contraire, en somme, de la lutte d'individus libres pouvant s'auto-organiser sans dirigeants ni dirigés*.

Aux affrontements guerriers entre États nous voulons opposer notre anti-militarisme : une révolte qui ne repose sur aucune union nationale que ce soit, mais qui au contraire la fissure par l'insubordination, la fraternisation des exploités, l'attaque contre les souteneurs de guerre, le défaitisme révolutionnaire. Dans la tragédie actuelle, nous continuons à proclamer qu'«il n'y a qu'une seule guerre de libération : celle qui, dans tous les pays, est menée par les opprimés contre les oppresseurs, les sans-patrie contre leurs propres États».

Des Anarchistes.

[affiche glanée sur le net]

La question palestinienne est la question de la faillite de l'étatisme !



*« Résistance »
en hébreu et en arabe.*

Ces derniers jours, nous avons été témoins d'une reprise du conflit dans la région palestinienne et d'une attaque du groupe islamiste Hamas sur les territoires sous contrôle du gouvernement d'Israël, quelque chose d'inédit dans les dernières années, voire dans les dernières décennies. Cet événement montre surtout que la question palestinienne, que tout le monde aimait considérer comme une question « close », est toujours ouverte, sans solution apparente en vue, du moins tant que les gouvernements existeront !

L'ancienne terre de Palestine appartient, avant tout, aux gens de cette terre. Ces personnes, qui avaient autrefois une vie pacifique et heureuse, sont massacrées depuis des décennies dans le hachoir à viande des idéologies nationalistes et islamistes et dans la tentation de former des gouvernements juif, arabe, islamique… Les vies des Juifs, des Arabes et des autres personnes qui habitent en cette région sont jouées comme des pions par les gouvernements et les politiciens corrompus, à l'intérieur et à l'extérieur de cette région géographique, et l'opportunité d'une vie saine et sûre leur est enlevée.

Des États-Unis à l'Iran, avec leurs ingérences, du gouvernement israélien, qui réprime et qui usurpe la terre des Arabes palestiniens, aux groupes islamistes comme le Hamas et le Jihad islamique, qui ont utilisé des innocents comme boucliers humains pour leur idéologie réactionnaire et inhumaine, ils sont tous complices et responsables de cette situation, même s'ils semblent adversaires et ennemis les uns des autres.

La Palestine est un exemple parfait de ce que les anarchistes ont crié à travers l'histoire : tant que les gouvernements existeront, il n'y aura pas de paix, ni de sécurité.

Le département communication
de la Federation of Anarchism Era
[anarchistes de la région iranienne et afghane],
10 octobre 2023.

L'antisémitisme a encore de beaux jours devant lui.

Le premier pogrom connu a lieu dès l'an 38, à Alexandrie. Dans le contexte de création des Etats-Nations, à partir du 16ème siècle, les études raciales et sur les particularismes culturels sont venus nourrir des logiques identitaires, qui vont largement contribuer à façonner les territoires et définir les frontières. La figure du juif et de la juive est alors une forme de refoulement collectif : représentants une communauté au-delà des frontières, leur rejet permet de renforcer la cohésion nationale. L'antisémitisme partage ainsi des points communs avec tous les racismes, comme celui des jeunes d'origine immigrée aujourd'hui : sur la base de préjugés racistes, ces populations servent de repoussoir pour définir négativement l'identité nationale. Il existe toutefois un antisémitisme plus spécifique, présent à gauche comme à droite : un anticapitalisme tronqué, reposant sur la critique de la finance assimilée à la communauté juive. Face à la mécanique abstraite et implacable du capitalisme, il est plus facile de désigner un ennemi repérable. C'est sur cette logique que repose tous les complotismes en vogue aujourd'hui.

L'antisémitisme a bien sûr connu son paroxysme avec la Shoah menée par les Nazis (avec la collaboration de nombre de dirigeants et dirigeantes en Europe et dans le monde, notamment en France). 6 millions de juifs et de juives ont été méticuleusement exterminés, dans une production industrielle de cadavres.



Le régime minceur de la vérité...

En 1967, le révolutionnaire Guy Debord écrivait qu'à l'époque des conditions modernes de production, "le vrai est un moment du faux". Quelques années auparavant, Georges Orwell avait résumé dans une formule le sort qui était fait à la vérité dans les régimes totalitaires : "la guerre, c'est la paix ; la liberté, c'est l'esclavage ; l'ignorance, c'est la force », bref, la vérité, c'est le mensonge.

Depuis quelques temps, la réalité a dépassé la fiction. Dans les banalités des retournements de sens et du confusionnisme, l'extrême-droite a donc marché contre l'antisémitisme le 12 novembre. Les nostalgiques du régime de Vichy se parent des lauriers de défenseurs de la cause juive. On se souviendra qu'il y a peu, cette nostalgie, comme tout refoulé, est remontée bien vite à la surface : ancien sympathisant de l'Action française (créée au moment de l'Affaire Dreyfus), le ministre Darmanin a ainsi déclaré que "la haine du juif et la haine du flic se rejoignent", propos pour le moins tendanciellement antisémite. Difficile de voir dans cette comparaison douteuse autre chose...

En réalité, cette marche aura tout d'une marche de la défense d'une forme de fascisme aux manettes en Israël, afin de légitimer de raser Gaza. Faut-il rappeler que c'est l'extrême-droite qui y gouverne ? Petit exemple : le ministre de la Sécurité est Itamar Ben-Gvir, un suprémaciste juif. On pourrait ainsi voir dans cette participation à cette marche de l'extrême-droite une sorte de solidarité internationale entre racistes et xénophobes.

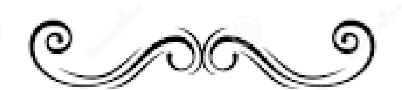
Dans le même temps, toute solidarité avec les Palestiniens et Palestiniennes est considérée comme suspecte, quand elle n'est pas réprimée. C'est ainsi qu'un tag où est inscrit non seulement "Free Palestine" et "Fuck apartheid", mais aussi "Fuck antisémitisme" - qui a donc le mérite de la clarté - devient un tag... antisémite, dixit des députés macronistes, relayés par BFM TV. J'imagine que la banderole apparue dans les manifs caennaises de soutien aux Palestiniens et Palestiniennes "Ni raciste ni antisémite, juste contre l'apartheid" a dû être considéré comme particulièrement antisémite.

Evidemment, ces retournements de sens sont de bien mauvais augure pour toutes les personnes risquant d'être exposées au racisme. Et probablement, en premier lieu, les personnes juives ou considérées comme telles...

LA CAUSE DU PEUPLE JUIF A ÉTÉ RUINÉE PAR L'ETAT JUIF.



Texte paru dans la « Chronique Internationale » de la revue Terre libre, n°64, mai 1939, soit à la veille de la Seconde guerre mondiale. La Palestine est alors sous mandat britannique et l'immigration juive s'est intensifiée. La population juive représente alors un tiers environ de la population palestinienne. Ce texte est en fait une traduction d'un texte d'Albert Maltzer publié d'abord dans Revolt !, revue anarchiste anglaise. Albert Meltzer (1920-1996) est d'origine juive et irlandaise. Il découvre l'anarchisme dans le milieu de la boxe. Il envoie des armes à la CNT espagnole pendant la guerre d'Espagne, mène une tentative d'assassinat contre Hitler, relance l'Anarchism Black Cross aux côtés de Stuart Christie, fait 18 mois de prison préventive dans l'affaire de la Angry Brigade et publie de nombreux textes dans les journaux Revolt !, Freedom ou Black Flag. Terre libre est quant à lui un mensuel qui paraît entre 1934 et 1939. D'abord organe de l'Alliance libre des anarchistes de la région du Midi, il est diffusé au départ à 300 exemplaires, puis rapidement à 10000 exemplaires. A partir de 1935, il se développe et il existe alors des éditions régionales dans toute la France, en Afrique du nord et même une édition en langue allemande. Des anarchistes comme André Prudhommeaux, Mohamed Saïl, Louis Laurent, J.Lyg ou Paul Roussenq participent à son animation. Des textes venus d'Espagne, d'Allemagne ou d'ailleurs sont traduits ou commentés. La revue va notamment se faire écho des activités de la CNT et de la FAI en Espagne (plusieurs y partiront), dénoncer le Front populaire de 1936 comme un Front national, soutenir Marinus Van der Lubbe (l'incendiaire du Reichstag), critiquer l'URSS stalinienne, dénoncer la colonisation française en Algérie, etc.



L'organe de nos camarades de Londres, *Revolt !* (26 mars 1939), publie un courageux article du camarade Albert Meltzer, qui démontre que la cause du peuple juif a été ruiné moralement et matériellement par les prétentions des Sionistes à constituer un Etat juif, sous la protection de l'impérialisme anglais. Bien qu'il y ait dans l'émigration juive en Palestine certains efforts très sympathiques pour créer des milieux de vie sur un terrain de liberté et d'égalité, sans exploitation de l'homme par l'homme, leur signification disparait actuellement derrière les tendances nationalistes et racistes de la lutte impérialiste engagée contre les arabes, avec pour première conséquence, de ranimer le fanatisme religieux.

« A l'origine il n'y avait pas d'agitation juive ; il n'y a même jamais eu d'antisémitisme dans les pays arabes. Les difficultés

ne commencèrent que lorsque l'émigration devint colonisation et son but la constitution d'un Etat Juif. Les dirigeants sionistes, tout en prétendant lutter contre le fascisme, ont été les instigateurs du fascisme en Palestine et portent la responsabilité des massacres et des assassinats qui s'en suivirent. Fascisme ? Depuis le « Hitler Juif », Vladimir Jabotinsky, avec ses « Troupes d'Assaut » révisionnistes, jusqu'aux Rotschild et aux sionistes impérialistes de Londres (qui ont bien soin de se tenir loin de la « Terre Sainte ») c'est partout le règne de « Nuremberg », des Synagogues, l'idée sioniste fondamentale d'un nationalisme basé sur la race, et non sur le pays d'origine. Tout mouvement national devient fasciste lorsqu'il a dépassé sa phase libérale et assume la tâche de fonder un nouvel Etat. Ainsi, les chefs ouvriers, comme Ben Gourion, accusent les Arabes d'être payés par Hitler et Mussolini, et sous ce prétexte, ils se conduisent comme Hitler et Mussolini. Pendant qu'ils dupent les masses des travailleurs juifs dans les pays de Pogroms, en leur affirmant qu'il n'est qu'un seul avenir – la Palestine –, ils fournissent la meilleure des excuses aux gouvernements pogromistes en procédant eux-mêmes à des pogroms de non-juifs.*

Sans aucun doute, la révolution arabe doit avoir le soutien des ouvriers de l'extérieur. Toutefois, ne nous laissons pas duper comme l'ont été les « socialistes révolutionnaires ». Il n'y a pas d'espoir pour l'avenir dans une Palestine soumise au Grand Mufti et compagnie. II n'y a vraiment aucune raison de supposer qu'un gouvernement nationaliste bourgeois fera davantage pour la classe ouvrière qu'un gouvernement impérialiste. La seule leçon de l'Irlande suffirait pour le prouver. La lutte doit être menée contre l'impérialisme d'abord, contre le sionisme ensuite, et enfin contre le gouvernement bourgeois-nationaliste (arabe) s'il fait son apparition.*

Il n'y a aucune évidence actuelle que le mouvement arabe soit, en passe d'aller jusque-là. Sa tâche est d'oublier le passé et de construire un mouvement ouvrier révolutionnaire en Palestine, sans considération de nationalité. Le seul espoir pour l'unité des travailleurs, c'est un mouvement qui rejettera de ses rangs les dirigeants religieux du Judaïsme et du Mahométanisme, de même qu'il rejettera les exploiteurs Juifs, Arabes et Anglais. D'où viendra le renouveau social, du côté juif ou arabe, c'est encore à voir, mais s'il ne vient de nulle part, il n'y a guère l'espoir de voir la révolution anti-impérialiste revêtir un contenu social. Il sera nécessaire au commencement de participer à la lutte contre l'impérialisme aux côtés de la petite-bourgeoisie, mais il faut se souvenir que celle-ci ne peut jouer aucun rôle révolutionnaire, et que les Muftis arabes, pas plus que les Nehrus hindous, ne peuvent être considérés comme

**Vladimir Jabotinsky est un nationaliste fondateur de la Légion juive combattant l'Empire Ottoman pendant la Première guerre mondiale. Il s'allie ensuite avec le nationaliste ukrainien Petlioura dans son combat contre les anarchistes et les bolchéviks. Les armées nationalistes de Petlioura mènent en même temps des pogroms – ce qui provoqua la démission de Jabotinsky, discrédité, de l'Organisation sioniste mondiale. Il crée en 1925 le Parti révisionniste, aile très droitière du mouvement sioniste, qui veut faire de l'armée l'avant-garde du sionisme.*

**Le Grand Mufti Mohamed Amid Al-Husseini est devenu chef religieux de Jérusalem en 1921. Nationaliste arabe, il mise sur une alliance avec l'Allemagne Nazie pendant la Seconde guerre mondiale, avec qui il partage une position antisémite.*

des amis de la classe ouvrière. (Celle-ci doit donc sauvegarder en toute circonstance son indépendance organique et l'intégrité de son idéologie. (Note du traducteur de Terre libre))

Le programme du nouveau mouvement ouvrier en Palestine doit avoir pour mots d'ordre de lutte : 1 • le rejet du mandat exercé par l'Angleterre ; 2° l'autonomie du peuple palestinien ; 3° la lutte contre tout gouvernement autonome qui viendrait à être créé, pour que l'autonomie soit réelle, c'est-à-dire basée sur le contrôle des travailleurs et la liberté. La tactique anarchiste est en Palestine la seule qui puisse mener hors de la débâcle actuelle. Seule la coopération des révolutionnaires antisionistes juives, et l'union de tous les arabes du Nord-Est avec les minorités antisionistes juives, et l'union des travailleurs sans distinction de race, ouvrira le chemin d'une complète révolution. »

L'étude du camarade Metzer n'eut pas été complète, si des chiffres officiels anglais ne venaient l'illustrer, chiffres qui donnent toute leur saveur aux propos d'un parlementaire anglais pro-sioniste qui disait : « Dans ma circonscription, j'ai des milliers d'électeurs juifs, et pas un seul électeur arabe », expliquant par-là la partialité cynique de son attitude.

En réponse à une question de Cecil Wilson à la Chambre des communes, le Ministère anglais des colonies a fourni le 5 mars 1939 les statistiques suivantes, relatives à la répression politique.

Le nombre des maisons détruites par ordre des autorités anglaises en représailles des troubles arabes fut de 1.024 depuis mai 1936 jusqu'à la fin de 1938 (dont 681 pour l'année 1938 seulement). Le chiffre des amendes collectives perçues dans 244 villages et villes arabes pour les mêmes raisons fut de 36.692 Livres (dont 13.721 Livres pour 1938). Le nombre des morts et des blessés arabes officiellement constatés pendant toute la période mai 1936-fin 1938, fut de 752 morts et 1.4159 blessés (pour 1938 : 503 morts et 598 blessés). Les Juifs en tout : 367 morts et 783 blessés (dont 255 morts et 390 blessés en 1938). Les Anglais eurent 63 tués et 200 blessés (militaires) en 1938. Les condamnations à mort prononcées par les autorités anglaises depuis 1936 ont frappé 75 Arabes (dont 63 en 1938) et 2 Juifs (tous deux en 1938). Les condamnations à la prison perpétuelle depuis 1936 ont frappé 50 Arabes (dont 35 en 1938) et 3 Juifs. Le nombre des détenus pour raisons politiques était le 31 décembre 1938, de 2.489 Arabes et 139 Juifs. Parmi les détenus arabes, 1.185 purgeaient des condamnations, 490 étaient en prévention, et 1.814 en détention administrative. Les détenus juifs comprenaient 88 condamnés, 10 prévenus et 41 détenus administratifs.

L'impression qui se dégage de ces chiffres est que la lutte terroriste entre sionistes et nationalistes arabes prend une ampleur de plus en plus considérable et que les autorités anglaises sont entièrement impuissantes à la refréner. Contrairement aux assertions de la grande presse française et anglaise, qui représente les Arabes comme les seuls responsables de la terreur en Palestine, ceux-ci supportent des pertes doubles (auxquelles viennent s'ajouter probablement les morts et blessés cachés aux autorités). De la part des Anglais, les sionistes sont assurés d'une impunité à peu près complète (2 condamnations à mort, 3 à la prison perpétuelle et 139 détentions, pour 752 morts et 1.459 blessés arabes laissés sur le carreau). Mais cette situation privilégiée qui leur permet de tuer deux Arabes pour un Juif s'accompagne pour les sionistes et pour les Juifs palestiniens en général d'une tragique faillite morale. Les faits ont démontré que si le sort des Juifs opprimés était digne de toute considération, leur conduite comme oppresseurs ne diffère en rien de celle des autres hommes. Il n'y a pas lieu de considérer le problème juif comme distinct de celui des relations humaines en général.



Chili : Actions directes anarchistes pour Septembro Negro, contre le spécisme, pour les 4 ans de la révolte et en solidarité aux compagnon.ne.s enfermé.e.s et/ou en procès.

Ce qu'on retient de l'héritage révolutionnaire au Chili est notamment la révolution chilienne qui a mêlé des organisations de « base » et des chefs de gauche autour d'actions de guérilla. Au bout de cette lutte révolutionnaire, Salvador Allende a confisqué les aspirations révolutionnaires pour les faire entrer dans le moule de la démocratie libérale et a été élu président de la République en 1970, jusqu'au coup d'État du général Augusto Pinochet en 1973 et son gouvernement fasciste. Plus récemment, un grand mouvement social a commencé en 2019 et a vite viré à des insurrections avec son lot de destructions ciblées, d'émeutes et de grèves suite à l'augmentation du ticket de métro. Cette révolte a été dissipée par la pandémie de Covid-19 et avant cela par les tentatives de récupération de la gauche et l'extrême-gauche visant à pacifier la révolte et à proposer une nouvelle constitution. Celle-ci ne sera de toute façon pas adoptée suite à une campagne médiatique réactionnaire. Une répression désastreuse a fait, selon l'Institut national des droits humains, « près de 30 morts, plus de 25 000 arrestations, 3649 cas de blessure dans les hôpitaux, 405 blessures oculaires, dont 33 éborgnements, 191 cas de violence sexuelle et 45 cas de torture », sans compter les actes qui n'ont pas pu être observés, lors de ce mouvement. Pour autant, de nombreuses actions directes ont eu lieu ces derniers mois, notamment de la part de lycéen.en.s et étudiant.e.s, et d'une intensité régulière autour de banderoles qui proclament l'anarchie et l'action directe. En même temps, la lutte des Mapuche continue, portant elle aussi bien des aspects insurrectionnels favorables à la liberté. Des liens existent entre les Mapuche en lutte et les anarchistes.

03/09/2023 :

Compte-rendu de la manifestation pour la Libération animale de 2023, qui s'est tenue le samedi 3 septembre à Santiago (Chili). Une démonstration librement appelée, qui se tient pour la troisième année consécutive, après la révolte de 2019-2020. et la pandémie. Le rassemblement a commencé à 14h sur la Plaza los Heroes, puis a coupé la route sud du centre commercial, en direction est, en pénétrant dans le confort des citoyens pourris avec un large éventail de propagande antispéciste, en exprimant des slogans de lutte par des banderoles, des affiches, des graffitis, des brochures et des cris contre toutes les formes d'exploitation justifiées par cette société meurtrière.

Comme toujours, la marche a été escortée par les sbires de l'État, qui, cette fois, n'ont pas essayé de morceler la manifestation. Quelque chose dont ont profité des individualités liées au chaos et au sabotage, qui, sans la permission de personne, ont laissé fleurir leur action multiforme. Sur le parcours, il y a eu des nombreux gestes de solidarité avec les quatre compas de l'affaire Susaron (note de SN : action antispéciste contre l'entreprise de viande Susaron) qui ont été interpellé.es lors d'une opération des larbins la police

judiciaire et qui sont kidnappé.es dans les prisons du capital depuis plus de dix mois, dans l'attente de leur procès, car accusé.es de l'attaque incendiaire contre cette ignoble entreprise de viande, le 22 septembre 2022.

À l'arrivée sur la Plaza Dignitad, il y a eu des provocations de la part de la police de Boric [*le président chilien, d'extrême gauche ; NdAtt.*], qui criait des menaces par le biais des haut-parleurs de ses véhicules blindés, qui ont été caillassés par le groupe, qui continuait à gêner et à bloquer la circulation, aussi longtemps que possible, et ensuite mettait fin à la manifestation, sans que personne ne soit interpellé.e. Il n' y a rien à célébrer, en ce mois plein de sang répandu par toutes les tortures et les meurtres commis au nom du pays et de ses nauséabondes traditions spécistes.

Libération animale, humaine et de la terre.

04/09/2023 :

Pour « ouvrir le bal » du Septembro Negro « en mémoire de Claudia López [*anarchiste chilienne, assassinée par les tirs des* Carabineros, *le 11 septembre 1998, lors des affrontements qui marquent toujours cette journée anniversaire du coup d'État de 1973*] et 50 ans après le coup d'État », des banderoles et des barricades ont été érigées à Santiago et des affrontements avec les Carabineros (unités anti-émeute) ont eu lieu à l'aide de cocktails molotov.

Sur les banderoles et les tracts, on pouvait lire : *« Du feu aux explosions, nous parcourons le même chemin de vengeance. Solidarité et complicité avec Mónica et Francisco » et « Pour un septembre noir... Anarchie et libération totale. Ni dictature, ni démocratie. Contre toute autorité, contre l'État et ses forces de police ».*

Sur une affiche : *« Pour un septembre noir... Anarchie et libération totale.*

En tant qu'anarchistes, nous ne voulons pas obtenir plus de pouvoir, plus de participation citoyenne ou être inclus.es et pris.es en considération par le gouvernement de service. Nous ne cherchons pas des tables de négociation, ni la médiation comme issue du conflit. Nous voulons détruire les relations hiérarchiques, les dynamiques qui alimentent les institutions de contrôle.

Le pouvoir et l'Autorité ne sont pas des abstractions, ce sont des relations et des dynamiques de vie concrète, ils prennent des rôles, des uniformes et des postes différents. Ils se déguisent et se cachent derrière les visages amicaux, mais ils cherchent à exercer le contrôle, pour perpétrer les hiérarchies et les privilèges.

L'Anarchie est la négation intransigeante du monde autoritaire, de la domination, de la soumission et de l'exploitation. L'Anarchie et ses chemins chaotiques ouvrent des fissures par lesquelles nous nous enfuyons, dangereusement libres, jusqu'à la libération totale.

Ni dictature, ni démocratie. Contre toute autorité, contre l'État et ses forces de police ».

05/09/2023 :

Ce mardi, des banderoles et des barricades ont été érigées au lycée Manuel Barros Borgoño et des affrontements ont eu lieu contre les Carabineros avec des cocktails molotov.

Sur les banderoles et les tracts, on pouvait lire : *« Nous répudions le victimisme, nous assumons l'affrontement. Septembre noir, armé et combatif. Du plomb et de l'explosif contre toute passivité ! »* et *« Quand l'injustice devient loi, la rébellion est une obligation ».*

07/09/2023 :

Ce jeudi, une grande marche a eu lieu jusqu'au stade Estadio Nacional qui servait de centre de rétention et de torture pendant le coup d'État.

Sur le campus Juan Gomez Milla (l'un des cinqs de l'université de Santiago de Chili), des banderoles ont été sortis, des tracts distribués et des affrontements ont eu lieu contre la présence des Carabineros.

À l'université Alberto Hurtado, un rassemblement a eu lieu et a bloqué l'artère principale de Santiago avec barricades et banderoles. Celui-ci a été réprimé par les Carabineros, des zorillos (« putois », des chars lançant du gaz lacrymogène) et des canons à eau.

Sur les banderoles et les tracts, on pouvait lire : « Nous ne sommes pas nés pour résister, nous sommes nés pour vaincre » et *« Pour la vérité et la justice. Pour les détenus disparus. Où sont-ils ? ».*

À l'*« Universidad Academia de Humanismo Cristiano »*, des banderoles ont été déployées et des tracts diffusés et des affrontements à coups de cocktails molotov ont eu lieu contre la présence des Carabineros *« pour un Septembre noir, en souvenir de Claudia López et à 50 ans du coup d'État perpétré par Pinochet, les militaires, les hommes d'affaires et les agents de la CIA ».*

Sur une banderole, on pouvait lire : *« Contre leur surveillance et leur répression, étudiant.es subversif.ves en action ».*

10/09/2023 :

Ce dimanche, une grande manifestation sauvage de 50000 personnes a eu lieu à Santiago alors que le président d'extrême gauche Gabriel Robic voulait lui faire barrage par une manifestation officielle. Elle est parvenue à passer par une rue depuis longtemps interdite d'accès (qui passe devant le palais de la Moneda). La manifestation était séparée par la répression et des

centaines de groupes ont marché séparément jusqu'au cimetière principal. Ils et elles ont été encerclé.e.s par les Carabineros sur le long du parcours, le leur ont répondu des affrontements à coups de bâtons, de pierres et de cocktails molotov jusqu'au cimetière principal. La tombe de Jaime Guzman (théoricien réactionnaire d'extrême droite membre du gouvernement de Pinochet et exécuté par la guérilla communiste en 1991) et le Mausoleo de Carabineros ont été détruits.

<u>11/09/2023 :</u>

Il y aurait eu plus de 350 manifestations dans le pays pour les 50 ans du coup d'État de Pinochet. Des dizaines de barricades, d'actions directes, d'affrontements à coups de cocktails molotov et de feux d'artifices, des réappropriations (pillages), des bus brûlés (7), des véhicules de forces répressives endommagés (5), des rafales de coups de feu contre des flics ont eu lieu. 14 ont été blessés et un cameraman de la chaine télé Méga a été touché par un tir. Il y a eu 8 attaques contre des commissariats. La plupart des offensives étaient localisées dans les quartiers emblématiques de l'agglomération de la capitale de Santiago, mais aussi à Puente Alto, Maipú, Melipilla, La Granja, La Pintana, Ñuñoa, Lo Espejo, Valparaíso et Concepción, parmi beaucoup d'autres endroits. 108 personnes ont été interpellées et 21 mises en procès pour vol/pillage.

Ce lundi, des banderoles, des barricades ont été érigés et des affrontements à coups de cocktails molotov ont eu lieu à l'Universidad de la Frontera, à Temuco en région mapuche, contre la présence des Carabineros en hommage à Claudia Lopez.

Ce lundi, des compas du Liceo de Aplicacion ont effectué une manifestation et se sont affronté.e.s avec des cocktails molotov contre des flics, pour se souvenir des anciens lycéens Mauricio Maigret, Claudio Paredes, Carlos Salcedo, Rafael et Eduardo Vergara Toledo et aussi de la compagnonne Claudia López [anarchiste chilienne, assassinée par les tirs des Carabineros, le 11 septembre 1998, lors des affrontements qui marquent toujours cette journée anniversaire du coup d'État de 1973.], qui « *vit dans le feu dansant et rebelle* »

<u>12/09/2023 :</u>

Ce mardi, un important groupe de personnes à visage couvert, dont certaines habillées de combinaisons blanches, a affronté à coup de cocktails Molotov les *Carabineros* (COP), pour s'opposer à leur présence, et a complètement brûlé deux bus de la RED [*les* transports en commun de Santiago], l'un sur l'*Alameda* [Avenida Libertador General Bernardo O'Higgins, *l'artère principale de la capitale chilienne*], l'autre sur l'avenida Cumming, aux alentours du *Liceo de Aplicación*.

Un colonel des Carabineros a déclaré « *Il s'agit d'une action planifiée par ces personnes. Je ne sais pas si ce sont des lycéens, je crois que si, parce qu'à l'heure que je vous ai indiqué, nous avons remarqué la sortie, très rapide, d'environs 50 lycéens. Ils se sont divisés en deux groupes et très rapidement ont fait descendre les deux conducteurs des bus, les ont menacés, ils ont fait descendre les quelques passagers et ont immédiatement répandu du liquide inflammable et commencé à incendier les bus, qui ont complètement brûlé* ».

<u>30/09/2023 :</u>

« La nuit du samedi 30 septembre, nous avons attaqué avec succès l'entreprise *Faenadora y Frigorífico Cordillera* [*un abattoir et usine de réfrigération de viande.*], en mettant le feu à une partie de son infrastructure et de sa logistique, en misant sur le fait de provoquer le plus grand dommage possible, avec la précaution et la certitude qu'il n'y avait pas d'animaux vivants dans les lieux.

Par cette attaque, nous avons essayé de saboter la production et les transports de *Faenadora y Frigorífico Cordillera*, qui approvisionne des boucheries « productrices », les deux filières appartenant à la holding Dinacar, qui se consacre aussi à l'élevage de porcs (*Criadero Porky*/*Viña Vieja*) et de vaches (chaîne de fermes *Viento Sur*), en complétant ainsi, du début à la fin, la chaîne de l'industrie de la mort.

Celle-ci n'est pas seulement une action antispéciste, mais égalent une attaque directe contre les relations de pouvoir qui existent dans des projets comme celui-ci, où l'on voit la précarisation des territoire qui les accueillent, en provoquant de la pollution par des mauvaises odeurs, ce qui dégrade la qualité de vie du milieu environnant ; l'extractivisme, présent par l'utilisation directe des eaux du fleuve Maipo*, où sont ensuite déversées les eaux usées ; et les logiques capitalistes qui réifient la vie et la réduisent à une marchandise, en exploitant tout ce qui peut produire des profits.

Nous ne sommes pas des héros ni des illuminé.es, nous sommes des opposant.es à toute forme de domination, en embrassant l'offensive comme une pratique concrète, qui matérialise nos désirs anarchistes de vivre sans cages ni dominations, pour personne. L'antispécisme exige l'offensive, de laisser derrière soi l' éternel victimisme et son inaction !

Continuons, à partir de l'action directe, à renforcer et à étendre le conflit pour la terre, dans les zones urbaines comme en milieu rural.

Nous saluons les territoires qui résistent au progrès et au capital et ceux/celles qui concrétisent la libération animale par le feu et/ou la fondation d'espaces de solidarité antispéciste connus sous le nom de sanctuaires.

Feu aux traditions et à la culture spéciste !

Par cette action, nous envoyons un accolade aux com-

pas Mónica et Francisco, aux prisonnier.es de l'affaire Susaron et de l'affaire Gendarmería.

Liberté pour les prisonnier.es anarchistes, subversif.ves et mapuches ! Fin des condamnations de la justice militaire ! En souvenir d'Emilia Bau** et de tou.tes les compas mort.es dans la lutte pour la libération animale et de la terre.

Liberté pour le Maipo.

Pour l'anarchie, pour la terre, pour nos vies !

Célula Insurreccional por el Maipo – Nueva Subversión [Cellule insurrectionnelle pour le Maipo – Nouvelle Subversion]

Semaine du 4 au 8/10/2023 :

« *La semaine du 4 au 8 octobre, des compas anarchistes étaient présent.es avec un rassemblement bruyant devant la prison de San Miguel, une discussion dans le centre de Santiago et un rassemblement devant la sortie de la station de métro Santa Lucia pour Mónica et Francisco, qui arrivent au terme de leur procès, car accusé.es de plusieurs attentats à l'explosif.*

Sur les banderoles et les tracts, on pouvait lire : « Le seul dialogue avec le pouvoir est l'attaque ! Liberté pour Francisco et Mónica ! », « «Liberté pour Mónica Caballero et Itamar Díaz [une autre détenue de la prison pour femmes San Miguel, connue pour sa combativité face aux matons.]», « Liberté pour Mónica. Vengeance, horreur, misère et malédiction pour ses ravisseurs. Sorcellerie bâtarde. Chiennes noires ». »

17/10/2023 :

Suite à plusieurs appels pour les 4 ans de la révolte, sur une artère près de l'Université de Chili à Santiago, quelques personnes ont érigé des barricades et des banderoles et se sont défendu avec des cocktails molotov.

18/10/2023 :

Plusieurs « échauffourées » ont eu lieu à Santiago pour les 4 ans de la révolte, à commencer par les étudiant.e.s dans la matinée puis des affrontements ont eu lieu dans l'après midi. Le ministère de l'Intérieur a déployé 3000 Carabineros. Un jeune de 14 ans a été renversé par une voiture et a fini à l'hôpital.

Sur des nombreux tags, banderoles et tracts on pouvait lire : *« D'ici sortirons les meilleur.es terroristes de la classe ouvrière », « Le réformisme est un échec. Le peuple ne se nourrit pas de promesses et d'illusions », « Puisque toute la classe politique est au service des riches, la seule solution est celle d'octobre », « Insurrection, boycott, auto-organisation », « Contre la voie institutionnelle, la seule solution est celle d'octobre », « Pas une minute de silence, une vie de lutte. À quatre ans de la révolte, nous n'oublions pas ceux/celles qui sont tombé.es », « Avec la mort et la torture, on continue à construire la démocratie », « Organisons-nous dans chaque endroit et chaque territoire. Sans dirigeants ni partis ! »* et *« Nous avons acquis la certitude que l'insurrection est le chemin ».*

23/10/2023 :

Des lycéen.ne.s du lycée Manuel Barros Borgono ont érigé des barricades et affronté des Carabineros à coups de cocktails molotov.

24/10/2023 :

À l'Internado Barros Arana, des lycéen.ne.s cagoulé.e.s ont accroché des banderoles, lancé des tracts, dressé des barricades à quatre ans de la révolte et en solidarité avec le compagnon Kuyen, qui a été arrêté et placé en détention préventive il y a peu de temps, lors d'une sortie incendiaire du Liceo de Aplicación.

Sur les banderoles et les tracts, on pouvait lire : *« Solidarité avec notre compagnon Kuyen, emprisonné par l'État Chilien. Avec plus de rage que de peine, nous exigeons la liberté de notre compagnon Kuyen et agissons en ce sens », « Kuyen dehors », « Quatre ans après, organisés, nous poursuivons la lutte »* et *« Contre l'État et le capital, défendons la vie des abus des entreprises ».*

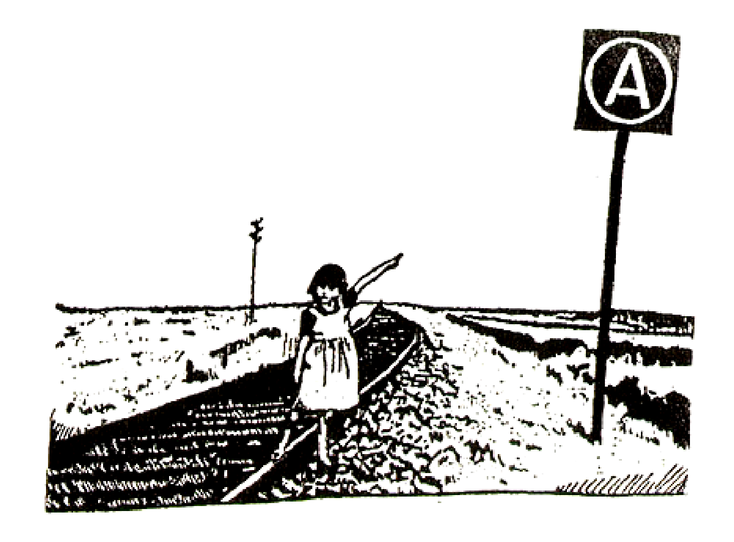
À l'Université métropolitaine de sciences de l'éducation à Nunoa des affrontements avec barricades et cocktails molotov ont eu lieu avec des banderoles *« Nous mettons notre cœur dans chaque action pour la libération. Liberté pour les prisonnier.es »* et *« Après quatre ans de la révolte, nous continuons à combattre contre le système capitaliste ».*

26/10/2023 :

À l'Universidad Academia de Humanismo Cristiano, on a accroché des banderoles, distribué des tracts et on a dressé de barricades et mené des affrontements à coup de cocktails Molotov, contre la présence des Carabineros (COP), à quatre ans de la révolte et spécialement en solidarité avec Ayekan et les compas de l'« *affaire Susaron* », qui sont en détention préventive dans l'attente du procès.

Sources :
https://attaque.noblogs.org/
https://camaraderevolution.org/

L’anarchisme en Indonésie.



L’historien Benedict Anderson, dans *Les bannières de la révolte* (2005), rappelle comment l’anarchisme a influencé les luttes anticoloniales à travers le monde, et notamment en Asie du Sud-Est. S’il se focalise davantage sur le polyglotte et médecin indépendantiste philippin José Rizal, l’historien est aussi un fin connaisseur de l’Indonésie. Dans ce pays aussi, l’anarchisme a distillé des idées de liberté, d’égalité et de révolte, que les courants nationalistes et religieux réprimeront tout autant que les autorités coloniales. Ernest Douwes Dekker notamment, figure anticoloniale dénonçant l’exploitation des paysans et paysannes de Java, est lui aussi influencé par l’anarchisme. Les anarchistes chinois ont par ailleurs diffusé des idées et aidé à l’organisation du mouvement ouvrier indonésien dès la fin du 19ème siècle.

Un peu d’histoire coloniale et dictatoriale.

A partir du 17ème siècle, les compagnies européennes hollandaises, françaises, espagnoles, anglaises et portugaises rivalisent pour prendre le pouvoir dans les îles indonésiennes. En 1800, l’Indonésie devient une colonie hollandaise (les Indes néerlandaises). Plusieurs révoltes sont alors réprimées dans le sang. Le système d’exploitation dénommé *Cuulturstelsel* est mis en place : la paysannerie javanaise doit consacrer un cinquième de sa terre et de son travail à des cultures destinées à l’exportation (thé, café, épices, sucre, indigo).

La pensée et la lutte anticoloniales sont influencés par l’anarchisme au cours du 19ème siècle. En 1916, un soldat anarchiste appelle au sabotage dans un contexte de désobéissance au sein de la marine militaire. L’anarchisme chrétien et le pacifisme se diffusent aux Indes néerlandaises. Cependant, c’est surtout des anarchistes chinois qui participent à organiser le mouvement ouvrier indonésien et à diffuser idées et pratiques anarchistes. Zhang Ji notamment a vécu quelques temps à Java. A partir de 1909, des maisons de lecture sont créés par des anarchistes d’origine chinoise dans toute l’Indonésie. Des journaux sont publiés, comme le journal anarcho-communiste « Zhenli Bao ». Le journal « Minsheng » fondé par Liu Shifu en 1913 dans le sud de la Chine circule jusque dans les ports indonésiens. Son frère, Liu Shixin, s’installe dans ce qui est alors les Indes Néerlandaises et fait de l’agitation avec quelques complices. Grâce à la diaspora chinoise, des liens sont créés avec des anarchistes depuis l’Indonésie non seulement en Chine et Corée, mais aussi aux Philippines, en Malaisie, en Thaïlande. Plusieurs agitateurs anarchistes d’origine chinoise sont néanmoins arrêtés et expulsés du pays.

En 1920 et 1921, une grande grève secoue l’administration coloniale : plusieurs milliers d’ouvriers et de cheminots de la Deli Railway Company se mettent en grève pour réclamer des hausses de salaire, bientôt rejoints par des employés des postes et des télégraphes. La paysannerie sympathise et fournit des vivres aux grévistes. Les autorités désignent l’inspirateur de la grève : Zhang Shimei, un anarchiste, qui va être exilé en Nouvelle-Guinée.

Quelques Indonésiens étudient dans les universités néerlandaises, et entrent en contact là-bas avec des révolutionnaires hollandais, notamment anarchistes. Sutan Sjarhir, qui deviendra Premier ministre, fréquente assidûment les cercles anarchistes pendant ses études. Il crée ensuite le Parti socialiste en Indonésie et participe à la lutte anticoloniale. Soekarno lui-même, le leader nationaliste, cite régulièrement les écrits anticoloniaux de Bakounine dans ses discours. Néanmoins, il est très hostile au mouvement anarchiste. Il critique ouvertement leur rejet du patriotisme et de l’Etat. Les anarchistes qui l’ont rencontré, quant à eux, lui rétorquent qu’il va seulement remplacer l’oppression des colonialistes par l’oppression de la bourgeoisie locale et autochtone. C’est bien sûr ce qu’il s’est passé.

Lors de la Seconde guerre mondiale, l’Indonésie est occupée par l’armée japonaise, tandis que les Pays-Bas sont occupés par l’armée allemande. Des groupes se battent dans la jungle contre l’occupant japonais. Au bord de la défaite en 1945, les autorités japonaises promettent l’indépendance aux divers anticoloniaux. Toutefois, à la fin de la guerre, les Pays-Bas tentent de reconquérir ces îles, appuyés par les gouvernements britannique et états-unien. Après 4 ans de guerre, la créa-

tion de la république des Etats-Unis d'Indonésie entérine l'indépendance. Cependant, des luttes internes persistent. De fait, le pouvoir de l'Indonésie se partage difficilement entre le leader nationaliste Soekarno et son lieutenant Hatta, le Parti communiste, des organisations musulmanes et d'autres groupes auto-organisés de *pemuda* (jeunes combattants) ayant mené la lutte contre les occupants japonais puis hollandais. En 1957, Soekarno invente le terme de « démocratie dirigée » pour légitimer sa dictature, mêlant nationalisme, religion et communisme autoritaire. Un bien beau mélange forcément dévastateur pour la liberté.

En 1965, le général Soeharto profite d'une tentative de coup d'état – dont il semble avoir été l'un des instigateurs – pour prendre le pouvoir et réprimer dans le sang communistes, anarchistes et révolutionnaires de tout poil, mais aussi certaines minorités ethniques et religieuses. La religion est mise à contribution pour inciter aux carnages. Dans un œcuménisme meurtrier, des fanatiques chrétiens, musulmans et hindouistes s'associent à l'armée pour massacrer environ 500.000 personnes. La dictature favorise encore davantage le développement d'une élite accaparant les richesses, avec une politique agressive nommée « Ordre nouveau ». Une société basée sur la « peur rouge » et la chasse à tout ce qui peut ressembler de près ou de loin à du communisme ou du socialisme est instaurée.

En 1998, en pleine crise économique, une vague d'émeutes met fin à la dictature de Soeharto. L'Indonésie, l'un des pays les plus peuplés de la planète (près de 300 millions d'habitants et d'habitantes), reste aux prises avec les logiques capitalistes, notamment dans l'industrie du bois précieux, du nickel, du charbon, de l'huile de palme pour l'exportation vers l'Union européenne, le Japon, les Etats-Unis, la Chine et Singapour. C'est un des pays les plus inégalitaires, avec une oligarchie qui tient l'essentiel des richesses d'une main de fer. S'y ajoutent des conflits religieux et un conservatisme musulman de plus en plus rigoureux. Comme un peu partout, le capitalisme s'appuie sur d'autres logiques autoritaires pour s'assurer du maintien de son règne du fric et de la hiérarchie.

La nouvelle flamme anarchiste indonésienne.

Les racines de l'anarchisme sont profondes en Indonésie, même s'il n'y aura plus à proprement parler de mouvement anarchiste entre les années 1920 et les années 1990. Il existe toutefois dès le début des années 1990 un anarchisme lié à la fois à la contre-culture punk, ainsi qu'à des groupes d'affinités informels. Avant la fin de la dictature, anarchistes et punks sont synonymes et une contre-culture underground se développe à travers fanzines et musique. Dès 1998 et la fin de la dictature, l'anarchisme va reprendre plus de vigueur et se montrer publiquement. Des groupes antifascistes se solidarisent avec des grèves ouvrières, des collectifs organisent des cantines gratuites, tandis que le mouvement punk se rend plus visible. Des brochures de Bakounine, Emma Goldman et Rudolf Rocker sont diffusées en langues indonésiennes. A partir de 1999, un réseau antifasciste se met en place à l'échelle de l'archipel. En août, des membres soutiennent les grévistes de l'usine Rimba Aristama à Bandung. Un lieu d'information anarchiste ouvre aussi à Jakarta, nommé « Brainwashing Corporation ».

En 2006, c'est un réseau anti-autoritaire qui se développe, introduisant la tactique du black-bloc dans les manifs. En 2011, des sabotages contre des distributeurs automatiques de billets ont lieu à Sulawesi, Java et Sumatra, revendiqués par une Fédération anarchiste informelle. En 2013, une série d'actions directes va avoir lieu en solidarité avec les prisonniers anarchistes grecs Spyros Mandylas et Andreas Tsavdaridis. Ces derniers sont accusés d'appartenir à la Conspiration des cellules de feu, groupes menant des actions directes et de guérilla urbaine. Le 26 juin 2013, un étage de l'hôtel Sheraton est incendié. Le 24 août 2013, une école de police à Balikpapan est incendiée. Le 9 janvier 2014, un distributeur automatique de billet est détruit. En avril 2014, au moment des élections législatives, plusieurs attaques ont lieu en plusieurs endroits du pays, parfois simultanément : bureaux électoraux, bureaux de compagnies d'électricité, véhicules de transport des bulletins de vote, centrales électriques. Tous ces sabotages sont revendiqués par des anarchistes.

Les 1er mai sont traditionnellement agités dans les grandes villes indonésiennes. Depuis 2007, des anarchistes de tout le pays et de différentes tendances se regroupent dans les grandes villes pour former des cortèges offensifs. Tout commence en quelque sorte le 1er mai 2007, où des groupes et individus anarchistes de Jakarta, Bandung, Salatiga, Bali, Semarang s'associent pour former un cortège offensif de plus d'une centaine de personnes, s'affichant publiquement avec fracas. L'année suivante, un black-bloc de 200 personnes attaque des grandes entreprises et s'affronte avec la police. Beaucoup sont arrêtés. Cela n'empêche pas la participation active d'anarchiste aux luttes sociales et à l'opposition aux projets de centrales nucléaires les années suivantes.

Les manifs du 1er mai restent des moments pour se regrouper et se montrer. Cela a été particulièrement le cas le 1er mai 2018 à Jakarta, avec un gros black-bloc qui va affronter la police. Un poste de police est incendié. 69 personnes sont arrêtées lors de cette émeute et une forte répression anti-anarchiste va suivre, orchestrée par le gouvernement central avec l'appui des religieux musulmans et du principal syndicat indonésien. Rebelotte le 1er mai 2019, dans un contexte électoral, dans plusieurs grandes villes du pays. Cette fois, le pouvoir sort la carte du complot fomenté par des agitateurs étrangers que seraient les anarchistes et l'Association Internationale des Travailleurs (et travailleuses). Des arrestations ont lieu aboutissant à de

lourdes peines de prison et des tortures. Peu de temps avant, le 17 avril 2019, une marche féministe avait regroupé des dizaines de milliers de personnes, évoquant plus largement les conditions des femmes, des homosexuelles, des indigènes, des handicapé-es, etc. Dans la continuité de ce 1er mai, des manifs et émeutes éclatent partout contre un projet de révision du Code pénal et contre l'affaiblissement de la commission en charge de la lutte contre la corruption. Jakarta va connaître une nuit d'émeute particulièrement agitée le 22 mai, avec au moins 6 révolté-es tué-es dans les affrontements.

Plusieurs groupes informels, collectifs et organisations ont émergé ces dernières années en Indonésie. C'est le cas par exemple de la bibliothèque anarchiste autonome Pustaka Catut (« la bibliothèque en colère »), ou encore de l'organisation anarchosyndicaliste PPAS (« fraternité des travailleurs indonésiens »), créée en 2016, qui a notamment mené des grèves avec les chauffeurs de taxi contre UBER et dispose de groupes locaux à Jakarta et Surabaya. Un groupe local de l'Anarchist Black Cross s'est aussi constitué. Des journaux, des livres, des brochures sont diffusés, notamment via des bibliothèques itinérantes, des solidarités de base avec des travailleurs et travailleuses, des communautés rurales ou des populations victimes des ravages industriels se sont tissées. Dans un pays très religieux, des solidarités se font aussi avec des minorités religieuses discriminées. Les anarchistes s'inspirent aussi des très riches pratiques culturelles d'entraide des communautés autochtones, considérant que ce n'est pas l'anarchisme, mais bel et bien l'Etat qui a été introduit de l'extérieur dans l'archipel indonésien. Le site anarkis.org créé en 2014 participe de la diffusion d'idées subversives dans le pays.

En 2020, les anarchistes sont très présents dans la lutte contre la loi Omnibus, une loi ultralibérale sur le travail. Une fois encore, des émeutes secouent tout le pays. Elles font suite à de multiples initiatives d'auto-organisation pendant la crise du Covid pour pallier les défaillances de l'Etat (cantines, éducation populaire, exercices physiques, etc.). En 2023, la répression anti-anarchiste est toujours très élevée et les groupes et individus repérés se trouvent sous étroite surveillance et sont persécutés. Le spectre anarchiste et anarcho-syndicaliste remplace peu à peu la peur du communisme des années de la dictature. Des groupes anarchistes informels et individus vont alors diffuser cet appel à solidarité internationale :

« Dark Nights / jeudi 17 août 2023

Ces dernières années, on a vu une répression massive, de la part de l'État, contre des individus et des groupes anarchistes. Même si parfois il s'agit d'arrestations arbitraires d'individus lambda, on a porté à notre attention des études récentes, financées par l'État, sur l'activité anarchiste en Indonésie. C'est pour ces raisons et aussi pour protéger nos compas qui sont déjà la cible de l'État, que nous avons besoin de meilleures infrastructures de résistance, en cette époque de contrôle social et de surveillance. La nécessité de cette infrastructure de solidarité, que nous proposons, est une partie de notre continuelle révolte contre l'État et son apparat. Nous ne sommes pas paranoïaques, ni accablé.es par la peur, au fait c'est le contraire : nous voulons frapper plus fort et nous voulons devenir meilleur.es dans l'assaut du ciel. Vous pouvez soutenir notre projet d'infrastructure de résistance :

Paypal : https://www.paypal.me/PalangHitam
Bitcoin : bc1qdnwyn9pwccngewszyq67azztdc6cznjhj346vt
Groupes anarchistes informels et individus / Ouest Java

Pour l'attaque insurrectionnelle organisée !

Appel à la solidarité révolutionnaire avec les compas anarchistes en Indonésie.

Encore une fois, l'État sécuritaire internationale agit contre les tendances anarchistes qui combattent pour établir et maintenir leur résistance en tant que menace pour le système. Les anarchistes d'Indonésie qui ont assez de principes pour mettre en pratique leurs mots sont nos compas de lutte. Dans une atmosphère de répression anti-anarchiste accrue, contre le mouvement en Indonésie, avec la criminalisation du groupe local de l'Anarchist Black Cross, nous faisons appel à la solidarité internationale et à des contacts plus étroits [xcn@@riseup.net], dans un but d'entraide et de projets communs, pour aider les anarchistes frappé.es par la répression et aider à soutenir les infrastructures anarchistes. En avril 2022, Muh Taufiqrrohman, consultant en sécurité qui écrit pour Startsea [site internet d'analyse académique-politique sur l'Asie du Sud-Est] a publié un court article d'analyse, qui fait partie des appels à la répression du mouvement anarchiste en Indonésie. Le langage de cet « expert » en sécurité est clairement tiré des manuels « anti-extremistes » européens. Étant donné que cette analyse n'était pas une menace en l'air de la part de Startsea et du régime indonésien, nous pouvons en tirer des leçons et analyser les stratégies des sociétés de sécurité européennes et américaines, qui ont pour but d'exporter des techniques répressives dans des nouveaux pays, pour adopter des approches communes au niveau local. Une analyse et une application répressive similaire sont mises en place dans d'autres pays et nous pouvons examiner leurs propositions, les comprendre et agir en réponse. Pour une internationale noire.

Stratsea : Uncoding the Indonesia Lone Wolf Anarchist Écrit par Muh Taufiqurrohman, rédacteur, consultant en sécurité: https://stratsea.com/uncoding-the-indonesian-lone-wolf-anarchist »

Conclusion

Cette brève incursion dans l'anarchisme indonésien démonte deux préjugés :

- D'abord, que l'anarchisme aurait été un truc d'occidentaux peu portés sur les luttes dans les pays colonisés. C'est bien mal connaître l'histoire de l'anarchisme, dont les plus beaux éclats ont eu

lieu le plus souvent dans des pays dits « périphériques » : sans parler de l'Espagne de 36 – qui est alors loin d'être une grande puissance –, l'insurrection en Basse-Californie en 1911 (Mexique), la Makhnovtchina en Ukraine en 1917-1921, la fédération des communes libres de Shinmin (Corée et Mandchourie) en 1929-1931, ou encore la lutte anticoloniale à Cuba en 1894-1905. Dès le départ, des anarchistes posent la question sociale de manière bien plus large qu'une simple opposition entre capital et travail, intégrant les questions de la vie quotidienne, du patriarcat, de la sexualité, de la colonisation, du racisme, de la domination en général.

- Ensuite, que l'anarchisme concernerait encore aujourd'hui que quelques pays occidentaux dans lesquels il peut s'enorgueillir d'une (faible) dynamique de conflictualité. Or, là encore, il semble bien que parmi les plus beaux éclats de l'anarchisme d'aujourd'hui, c'est encore dans les pays parfois qualifiés de « périphériques » qu'ils ont le plus souvent lieu : Grèce, Chili, Soudan, Iran, Indonésie, etc. Et ces dynamiques locales pourraient bien inspirer des manières d'agir partout ailleurs !

Quoi qu'il en soit, la révolution sociale et libertaire sera internationaliste ou ne sera pas ! Vive l'internationale noire !

LA GUERRE AUX PAUVRES.

« Maintenant que toutes ces belles journées d'été et d'automne sont passées, que vous n'avez toujours pas d'emploi, et donc rien mis de côté ; maintenant que l'hiver souffle du nord et que toute la terre est ensevelie d'un linceul de glace ; n'écoutez pas la voix de l'hypocrite qui vous dira qu'il a été ordonné par Dieu qu'il "y aura toujours des pauvres au milieu de vous", ou à l'arrogant voleur qui vous dira que "si vous n'avez rien maintenant, c'est que vous vous êtes saoulés avec vos payes l'été dernier quand vous aviez du travail", que "le foyer ou le chantier est trop bon pour vous", que "vous devriez être fusillé". [...] vagabonds affamés qui lisez ces lignes, pouvez faire vôtres ces petites méthodes artisanales de guerre que la Science a mis entre les mains des pauvres gens, et vous reprendrez alors le pouvoir, ici ou dans tout autre pays. Apprenez l'usage des explosifs ! »,
Lucy Parsons

« Voyez, la sentine de l'usure, du vol et du brigandage, ce sont nos princes et seigneurs. Ils s'approprient toutes les créatures. Le poisson dans l'eau, les oiseaux dans l'air, les plantes sur le sol, tout doit être à eux. Ensuite, ils répandent parmi les pauvres gens le commandement de Dieu : tu ne voleras point. Mais cela n'est point à leur usage. Ils écorchent et tondent les pauvres laboureurs et artisans, cependant, dès qu'un pauvre s'en prend à la plus petite chose soit-elle, il est pendu et le docteur Menteur dit : Amen. Les seigneurs se chargent eux-mêmes de faire des pauvres leurs ennemis. S'ils se refusent à supprimer la cause de la révolte, comment veulent-ils supprimer la révolte elle-même ? Si l'on me dit à cause de cela que je suis un rebelle, eh bien soit, je suis un rebelle »,
Thomas Müntzer

Pendant que les guerres ravagent le monde, en Ukraine, en Palestine, au Yémen, au Soudan et ailleurs, engraissant les industries françaises d'armement, une autre guerre moins sanglante et plus insidieuse fait rage ici-même. La guerre aux pauvres n'est pas nouvelle. Elle est même à la base de nos sociétés capitalistes. En revanche, elle s'intensifie ces dernières années, notamment sous les deux mandats de Macron, correspondant au resserrement de vis nécessaire au maintien du capitalisme vécu partout sur la planète.

France Travail (famille, patrie).

La nouvelle réforme contre les chômeurs, chômeuses et RSAstes n'est que la dernière offensive du patronat et du gouvernement. La création de France Travail vise à centraliser plusieurs opérateurs sociaux en une seule unité, pour améliorer le contrôle et la répression des pauvres. Les personnes handicapées bénéficiant de l'Allocation aux Adultes Handicapés, les RSAstes, les chômeurs et chômeuses, et même les conjoints des chômeurs et chômeurs pointeront tous et toutes à France Travail.

Pour mémoire, Pôle emploi provenait déjà d'une fusion des ASSEDIC, qui versaient les indemnités, avec l'ANPE, en charge d'aider à la recherche d'emploi. Le résultat a été rapide, avec un virage répressif. Ce qui présidait jusque-là au fait de toucher des indemnités relevait d'une règle simple : à partir du moment où vous aviez travaillé, les agents ASSEDIC versaient les allocations. Avec l'arrivée des logiques de l'ANPE dans cette nouvelle entité, les allocations étaient désormais conditionnées à diverses obligations expérimentées au fur et à mesure : preuves d'une recherche active d'emploi, participation à des stages, acceptation des « offres raisonnables d'emploi », assiduité pour les rendez-vous avec les conseillers, etc. Ce sera bien pire avec France Travail. Là où règnent les conditions modernes d'employabilité, s'annonce une accumulation de contrôles CAF et autres radiations.

La grande trouvaille de cette réforme ? **Instaurer le travail obligatoire. Le RSA comme l'ensemble des minimas sociaux seront soumis à une activité de 15h hebdomadaires (pour un peu plus de 500 euros mensuels)**. France Travail invente le tarif horaire en-dessous du SMIC. Evidemment, cela va uniformiser vers le bas aussi bien toutes les allocations que les salaires, dans un contexte d'inflation.

Pour rappel, un tiers des personnes ayant droit au RSA ne le réclament pas. La démarche est compliquée, volontairement maintenue opaque, et les contrôles sont très intrusifs. Pour autant, la réforme vise à combattre la fameuse fraude sociale : **en 2022, la Caisse d'Allocations Familiales a recensé 350 millions d'euros de versements frauduleux, année record. A titre de comparaison, la fraude fiscale des cols blancs est estimée à environ 100 milliards d'euros par an en France**.

L'objectif visé de la création de France Travail est de faire en sorte que chacun et chacune soit obligé de s'adapter aux besoins du patronat et aux aléas du marché de l'emploi. France Travail sera un grand marché de l'emploi, où les agences intérim et les sous-traitants règneront en maîtres. Au passage, nos vies seront encore plus réduites à un rouage interchangeable de l'économie. **Nos rêves, nos passions, nos fragilités ne comptent pas, et nos vies peuvent être broyées pour les profits de quelques-uns et unes.** La solidarité, quant à elle, ne doit plus exister : c'est le règne du chacun et chacune pour soi, un point c'est tout.

Un contexte d'offensives du patronat et du gouvernement.

Il faut remettre cette énième réforme dans un contexte plus large d'offensives du patronat, du gouvernement et des défenseurs et défenseuses de ce système en général : **les réformes du Code du travail à l'avantage des employeurs, le renforcement des contrôles et des radiations des Caisses d'allocation familiales et de Pôle emploi (bientôt France Travail), l'allongement de l'âge de départ à la retraite, la destruction du système de santé, le durcissement des peines de prison, les augmentations des prix des loyers, etc**. En 2023, un tiers de la population déclare ne pas réussir à faire trois repas par jour et près de la moitié se priver de certains actes médicaux faute de revenus suffisants. La guerre aux pauvres est tous azimuts.

Il ne faut pas oublier la dernière réforme du chômage en 2021. Un nouveau système de calcul des allocations a été mis en place, baissant les indemnités et raccourcissant la durée d'indemnisation. Avec la création de France Travail, ça va être pire : gouvernement et patronat se torchent le cul avec le calendrier et fixent à 30 jours le

paiement des indemnités journalières. Auparavant, le montant variait selon les mois à 30 ou 31 jours. Cette mesure vise à s'aligner vers le bas. Il n'y a pas de petites économies sur le dos des pauvres...

Surtout, cette réforme a transformé le système du chômage, en le faisant passer d'un système assurantiel (où on ne fait que toucher un salaire différé provenant de ses cotisations versées quand on travaille) à un système d'assistance publique centralisé par l'Etat. **Le chômage serait ainsi une sorte de cadeau fait par l'Etat. Il n'en est rien, c'est une maigre compensation qu'on s'auto-finance mutuellement quand on travaille**.



L'ACCUMULATION PRIMITIVE : DÈS LE DÉPART, LA GUERRE AUX PAUVRES.

Cette guerre aux pauvres s'inscrit dans une longue tradition et dans l'histoire du capitalisme. Probablement vivons-nous un retour à ses périodes les plus brutales.

Qu'est-ce que le capitalisme ? C'est un système d'accumulation du capital, c'est-à-dire faire de l'argent avec de l'argent. La finalité de faire circuler des marchandises n'est pas de répondre à des besoins ou d'être utile, mais bel et bien de générer des bénéfices. La plupart des êtres humains est donc réduit au rang de travailleur et travailleuse, c'est-à-dire à de l'énergie humaine exploitée pour faire de l'argent. Chacun et chacune est transformé en simple outil, point barre.

Evidemment, ça ne s'est pas fait comme ça. La naissance du capitalisme a pris du temps (plusieurs siècles, en gros entre le 14ème et le 19ème siècle). On appelle ce long moment celui de l' « accumulation primitive ». Le capitalisme émerge dans et par un bain de sang, où tous les moyens sont bons, du massacre à la corruption : « **c'est le fer et le feu qui ont été à l'origine de l'accumulation primitive**, rappelle l'anarchiste Carlo Cafiero ; c'est le fer et le feu qui ont préparé au capital le milieu nécessaire à son développement, la masse de forces humaines nécessaires à l'alimenter ». Cette étape nécessaire requiert une intervention constante de l'Etat et de ses capacités de contrainte et de violence.

Comment une masse énorme de personnes a été transformée en travailleurs et travailleuses obligés d'aller se faire exploiter pour gagner leur vie ? Ce sacrifice a été permis par la privation de ces personnes de leurs moyens de subsistance. Les paysans et paysannes sont ni plus ni moins expropriés de leurs terres par des grands-propriétaires. Sans terre, l'Etat promulgue des lois contre le vagabondage et la mendicité. Les peines sont souvent des peines de travail obligatoire.

L'accumulation primitive débute donc par une immense expropriation, les laissant seuls avec leur force de travail et l'obligation de gagner leur vie sous le commandement de patrons, mais aussi sans possibilité de tirer une quelconque subsistance par eux et elles-mêmes, et donc contraints d'aller acheter tout ce dont ils et elles ont besoin. « Au fond du système capitaliste, dit Karl Marx, il y a donc **la *séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production*** ». Le prolétariat, c'est-à-dire l'ensemble de celles et ceux qui ne possèdent que leur force de travail pour subvenir à leurs besoins, peut ainsi naître.

Le capitalisme peut se développer uniquement parce que des grands-propriétaires fonciers s'accaparent les terres autrefois collectives, laissant une masse de paysans et paysannes sans terre dans l'obligation d'aller vendre leur force de travail. On appelle ce mouvement le mouvement des enclosures, qui est un point de départ essen-

tiel de la mise en place de la logique capitaliste. Mais ce n'est pas le seul. L'accumulation primitive n'est pas seulement un arrachement de la propriété du sol des mains de la masse laborieuse des campagnes européennes, mais une immense expropriation de terres à travers le monde. Allons plus loin, **l'accumulation primitive est à la fois le mouvement des enclosures, le féminicide des sorcières, la traite négrière, la colonisation et l'institutionnalisation du racisme. Il en découle que la question sociale n'a jamais été réduite à une lutte entre travailleurs, travailleuses d'un côté et capitalistes de l'autre, ou même entre riches et pauvres : elle inclut dès le départ la domination masculine, le racisme, le contrôle de la sexualité et de la vie quotidienne**.

La construction des Etats-Unis est peut-être une caricature de cette trajectoire. Elle se fonde d'abord sur le génocide des Amérindiens, ensuite sur l'esclavage auquel la ségrégation raciale va succéder, et enfin sur une exploitation brutale du prolétariat. Il faut y ajouter encore l'oppression des femmes dans la sphère domestique. Une bonne partie des manœuvres politiques et des injonctions morales a consisté à éviter des rapprochements entre ces différents groupes. De telles associations ont tout de même parfois eu lieu, suscitant de puissantes révoltes et des situations amplement ingouvernables. Les Séminoles, peuple autochtone de l'actuelle Floride, sont ainsi largement composés d'esclaves afro-américains en fuite. Les serviteurs blancs se sont souvent faits la belle et ont rapiné avec des esclaves noirs évadés. Les femmes se sont largement emparées de la cause anti-esclavagiste quand elles ont commencé à lutter pour leurs propres droits. Howard Zinn a admirablement relaté ce moment de l'accumulation primitive dans les premiers chapitres d'*Une histoire populaire des Etats-Unis* (1980). Il rappelle au passage les guerres de conquête de l'Ouest américain, de l'annexion du Texas, de la colonisation des Philippines et de Porto-Rico, les multiples incursions armées partout dans le monde. La richesse de la première puissance mondiale s'est bâtie sur un amoncellement de cadavres.

Le capitalisme est né par le fer et par le feu. Une fois la dynamique installée, le mode de production capitaliste n'a plus besoin d'un tel recours à la force – si ce n'est ponctuellement quand elle s'enraye. Un mécanisme froid et implacable s'est mis en place. L'éducation, l'habitude, la pression de la concurrence sur le marché du travail, les



contraintes matérielles liées à l'obligation de gagner sa vie suffisent presque à alimenter cette logique effroyable, laissant sur le bord de la route des millions d'affamés, de sans-abris et d'exilés. La terreur, plus ou moins explicite, est le fonctionnement *normal* du capitalisme. Toutefois, sous la « terreur blanche » – dans le même sens qu'il existe une « torture blanche » qui n'agresse pas directement le corps physiquement mais détruit psychiquement – se cache toujours celle plus sanglante de l'accumulation primitive. C'est pourquoi le racisme, le patriarcat et les oppressions paraissant vieillottes par rapport à la modernité du capital finissent toujours par resurgir, particulièrement en temps de crise.

Une partie de la masse des travailleurs et travailleuses est devenue superflue.

France Travail répond à un besoin des défenseurs et défenseuses de l'ordre existant. Le capitalisme a sa propre dynamique et n'en est plus au même point qu'au moment de sa naissance. Si

pour son émergence, le système a eu besoin d'énormément de gens à exploiter, ce n'est plus le cas aujourd'hui – surtout sur une planète de plus de 8 milliards de personnes. **La logique du capitalisme est de produire toujours plus avec toujours moins de travail (c'est ça, la productivité). Le système a de moins en moins besoin de main d'œuvre** : il y a du surnuméraire, des gens en trop. La crise économique n'est donc pas le fait d'une mauvaise distribution de la richesse ou de la spéculation boursière. En réalité, l'augmentation de la richesse (dans les poches de quelques-uns et unes) correspond en même temps à un appauvrissement général.

Ce qui permet de créer de la valeur dans le capitalisme est la dépense d'énergie humaine. La valeur dépend du temps de travail nécessaire. La finance, quant à elle, est faussement déconnectée de ce principe. Elle est en réalité un pari sur l'avenir : il s'agit de miser sur du travail pas encore effectué, mais à venir. La création de valeur se fait donc sur une base fictive. Fictive, mais néanmoins force sociale réelle dans le capitalisme : de l'argent issu du travail dans une usine ou de titres d'une banque reste de l'argent.

Le capitalisme, arrivé où il en est, crée du surnuméraire. Il s'appuie sur des infrastructures matérielles de plus en plus automatisées, une accélération des cadences et de la pression managériale augmentant la productivité (moins de personnes produisent davantage), des processus de valorisation – faussement – détachés du travail concret (logiques financières). Si autrefois les paysans ont été remplacés par les agriculteurs et transformés en ouvriers, eux-mêmes remplacés par des machines et convertis en employés, le capitalisme en est aujourd'hui à réduire les couches intermédiaires de l'architecture capitaliste (les cadres) ou à remplacer les banquiers et les traders par des algorithmes. **Il y aura toutefois toujours besoin de main d'œuvre, mais encore plus prolétarisée, interchangeable et transformée en fournisseuse de services à la demande, dont les livreurs à vélo sont les emblèmes**.

Le travail qui nous reste, si on n'est pas du bon côté du porte-monnaie ? Faire les petites-mains, travailler à la tâche pour des miettes ou se dépasser constamment dans des activités robotisées. La masse des superflus est là pour nous rappeler sans cesse de ne pas nous plaindre et entretenir la peur de perdre son emploi : dans ce monde basé sur la survie, où tout se négocie sur le marché, il faut se vendre et performer pour décrocher un emploi, c'est-à-dire le droit de se faire exploiter. Au passage, cela renforce les gains de productivité, et par voie de conséquence le nombre des superflus. Le capitalisme est une machine infernale.

L'économie se financiarise davantage, parallèlement au développement du numérique et de la robotique. Les métropoles mondialisés et interconnectés se modernisent en même temps, créant un nouvel espace du pouvoir. Celui-ci s'appuie sur une masse de travailleurs et travailleuses interchangeables, discrets et asservis, vivant dans ses marges immédiates. Se développe en même temps la sous-traitance globale des activités industrielles dans des régions à faible coût et sans réglementation ou presque (Chine, Bangladesh, Miyanmar, Viêt-Nam, Turquie, etc.). C'est ainsi qu'une directrice commerciale d'une enseigne comme Pimkie peut se vanter de ne plus avoir besoin de mettre d'antivols à ses fringues, système trop coûteux : le prix de revient d'un vêtement, c'est-à-dire ce qu'il a coûté avant son arrivée en magasin, est de seulement quelques euros. Une marchandise qui a été fabriquée à l'autre bout du monde, avec une matière première souvent originaire de France, et qui a été transportée sur plusieurs océans ne coûte rien, mais rapporte gros. Les marges sont tellement importantes (en gros, une fringue qui a coûté 3 ou 4e est vendue 15 ou 20e) que les quelques miettes perdues par les vols à l'étalage ne sont pas grand-chose.

Le capitalisme dissimule toujours davantage l'exploitation des êtres et des matières sur lesquels il repose. Il lui faut cacher l'immense quantité de travail abrutissant nécessaire à sa bonne marche. La force arrachée aux milieux naturels est elle aussi dissimulée. Il y a toujours plus besoin de ressources nécessaires aux infrastructures des systèmes de flux de données et aux machines (pétrole, sable, eau, minerais rares, terres, etc.). C'est ce qui explique aussi une économie internationale davantage belliqueuse, les enjeux géostratégiques suscitant des tensions. Bref, la destruction du vivant et la dureté des rapports sociaux sont mises sous le tapis.

Même si du travail, de plus en plus déqualifié et intensifié, est nécessaire, la mécanisation, l'automatisation et les technologies de management suscitent des gains de productivité énormes : il est possible de produire toujours plus avec tou-

jours moins de travail. Les innovations proviennent essentiellement des processus de production qui permettent des gains de productivité énormes. L'arrivée des systèmes dits d'Intelligence Artificielle va encore accélérer le processus.

Il se produit un décalage. **Ce ne sont plus les travailleurs et travailleuses la principale force productive, mais les innovations technologiques. La possibilité la plus simple pour continuer à accumuler de la valeur est alors de parier sur l'avenir, c'est-à-dire recourir aux produits financiers et s'endetter toujours davantage. Il faut aussi, pour les défenseurs et défenseuses de ce système, revenir sur les politiques redistributives du compromis fordiste, c'est-à-dire mener des politiques d'austérité, puisque ce sont les budgets publics et les banques centrales des Etats qui garantissent l'accumulation par la finance**. **Au besoin, l'Etat pourra même sauver les banques privées en socialisant les pertes, c'est-à-dire sur le dos des contribuables.**

Les seules transformations des moyens de production ne sauraient seuls provoquer de tels bouleversements. Il faut aussi l'assistance de la puissance de l'Etat. Le tournant vers le néolibéralisme des années 1970-1980 est justement le déploiement des forces politiques et idéologiques la garantissant. La stratégie est de concentrer les richesses et de réviser les politiques redistributives du compromis fordiste en s'appuyant sur les capacités répressives de l'Etat. Il suffit de se rappeler le coup d'état de Pinochet au Chili en 1973 ou l'écrasement des grèves ouvrières de 1984 et 1985 en Grande-Bretagne par le gouvernement Thatcher.

La finalité du projet capitaliste aujourd'hui, c'est donc l'accélération des gains de productivité jusqu'à la disparation même du temps de productivité et par extension de toutes contraintes : dès lors, c'est l'être humain lui-même qui devient superflu. L'idéologie transhumaniste, largement adossée à l'idéologie libertarienne des grands patrons des nouvelles technologies et de la Silicon valley, n'en est qu'une forme d'expression. C'est aussi pour cette raison que le mythe d'un capitalisme tendant naturellement vers des régimes de démocratie libérale s'est effondré. Les Modi, Trump, Bolsonaro, Duterte, Orban, Meloni, Milei ont fini de l'achever. C'est tout le contraire aujourd'hui : les démocraties libérales penchent toutes vers l'autoritarisme le plus arbitraire, tandis que les dictatures prospèrent. La France n'est pas en reste, où Macron et son gouvernement, avec l'appui des élites économiques et culturelles, enchaînent des réformes ultralibérales contre les populations tout en mettant en place le programme de l'extrême-droite en matière de sécurité et d'immigration. Tout nous pousse en fait vers une nouvelle brutalisation des rapports sociaux – à moins de faire rupture avec l'ordre existant.

QUI SONT LES PAUVRES ?

Les pauvres, ce sont tous les gens exploités dont la vie est appauvrie par le système capitaliste. Ce ne sont pas seulement celles et ceux qui ont du mal à se nourrir ou se loger – ce qui représente déjà beaucoup de monde. Ce sont aussi toutes celles et ceux dont l'existence est sans cesse attaquée par l'impératif de gagner sa vie, dont les décisions qui vont jouer sur leur vie leur échappe et sont prises par d'autres qui s'imaginent supérieurs. Ce sont toutes celles et ceux qui sont dépossédés de leurs désirs, de leurs corps, de leurs décisions et de la finalité de leurs activités.

C'est l'infirmière qui tient à bout de bras le service dans lequel elle travaille, obligée de noter le moindre acte dans un logiciel sur ordinateur qu'elle trimballe comme un boulet de chambre en chambre, chaque acte étant référencé avec un temps moyen permettant de quantifier son travail pour mieux le rationaliser, comme si la prise en soin d'un souffrant ou d'une souffrante pouvait se mesurer et être découpée en petites opérations standardisées. Le travail à la chaîne est partout.

C'est le cheminot d'un centre de maintenance des trains, tiraillé entre la responsabilité de la sécurité des voyageurs et voyageuses et les pressions à la productivité qui le poussent à bâcler son travail. La productivité est indifférente aux vies humaines.

C'est l'ouvrier du bâtiment qui s'organise pour dissimuler avec ses collègues les accidents de travail, étant donné que la direction offre des cadeaux aux équipes qui n'en ont pas eu de déclarés. Il faut souffrir en silence.

C'est le petit cadre d'une boîte informatique, qui baigne dans une culture d'entreprise où il doit feindre de dissoudre sa personnalité pour correspondre aux attentes et sourire quand il passe à côté du tableau intitulé « avoir le souci de la

Un algorithme de la CAF pour réprimer les pauvres :

La Quadrature du Net a révélé l'un des derniers raffinements de la guerre aux pauvres. La Caisse d'Allocations Familiales, outil de gestion de la misère et de répression des pauvres, utilise en effet un algorithme de notation des allocataires, visant à prédire lesquels seront indignes de confiance et seront donc rigoureusement contrôlés. La note va de 0 à 1. Plus elle se rapproche de 1, plus la suspicion est grande. Un contrôle est déclenché automatiquement quand la note est proche de 1.

Situation familiale, professionnelle, financière, lieu de résidence, type et montants des prestations reçues, fréquence des connexions à l'espace web, délai depuis le dernier déplacement à l'accueil, nombre de mails échangés, délai depuis le dernier contrôle, nombre et types de déclarations, en tout une quarantaine de paramètres tous plus intrusifs les uns que les autres servent à établir la note.

L'algorithme cible explicitement les plus pauvres : le fait d'être au chômage ou au RSA, de disposer de revenus faibles, d'habiter un quartier défavorisé, de ne pas avoir de travail ou de revenus stables, de consacrer une part importante de ses revenus dans son loyer, de bénéficier de l'Allocation Adulte Handicapé, tout cela participe à augmenter la note. Ce sont donc les personnes qui sont le plus en difficulté qui se retrouvent en plus à subir les contrôles et les pressions de la CAF. Au passage, la CAF se fait avant-garde de la « lutte contre l'assistanat », c'est-à-dire de la guerre aux pauvres.

qualité de son travail », où un personnage déclare être à 100% de ses objectifs réussis, l'autre lui répondant que ce n'est pas grave et qu'il fera mieux la prochaine fois. Il faut toujours se dépasser, quitte à finir par en crever.

C'est la femme au RSA, seule avec ses trois enfants dans un trois pièces, qui a arrêté de bosser parce qu'elle n'arrivait plus à s'occuper de ses gosses mais n'arrête pas à la maison, tout en faisant face aux discours lui reprochant de profiter des allocs. Le plus pauvre est toujours le bouc-émissaire de celui ou celle qui est juste un peu mieux loti.

C'est le chômeur qui galère à faire reconnaître son handicap, incapable de bosser, broyé dans les méandres des administrations et devant en attendant continuer à se soumettre aux petites humiliations des agences de gestion des chômeurs et chômeuses, où on vient de l'obliger à suivre le énième stage sur la manière de faire un CV. Il a au moins cette fois-ci échappé à celui sur l'hygiène.

C'est la galérienne qui a autre chose à faire que travailler, mais qui doit aller se faire exploiter de temps en temps pour faire un peu de blé et calmer les ardeurs de la CAF qui l'a dans le collimateur. Le refus du travail est plein de bon sens, mais n'est pas de tout repos.

C'est la votarde qui va aux urnes sans illusions, mais soucieuse de faire ce qu'elle croit être son devoir, radotant qu'elle a voté pour le moins pire tout en soutenant de loin les gens qui descendent dans la rue contre le gouvernement qu'elle a contribué à porter au pouvoir.

C'est le rebelle, inadapté volontaire au système qui lui bouffe la vie, un sentiment de révolte étincelant au fond des tripes.

Bref, les pauvres, c'est plein de gens, depuis le clodo du coin jusqu'au petit employé de bureau. C'est toi, c'est moi, c'est nous.

L'EXPLOITATION EST SANS FRONTIÈRES, POURQUOI LA LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION EN AURAIT ?

Et les pauvres, ce sont aussi bien sûr tous ces exilé-e-s qui traversent des déserts et des océans au péril de leur vie, fuyant des guerres, des crises économiques, des ravages industriels… En première ligne de la violence du capitalisme, ils et elles espèrent trouver une vie un peu plus digne, ou juste survivre.

Les discours et les politiques anti-immigration cherchent en réalité à détourner l'attention en pointant du doigt des boucémissaires. Jouer avec la peur de l'étranger, ça permet de pousser à passer ses frustrations sur un ennemi imaginaire tout en laissant tranquille le système et celles et ceux qui en profitent. Cette division artificielle est habilement organisée pour créer l'illusion d'appartenir à une « nation », pour masquer les inégalités, les intérêts antagonistes entre les personnes de positions sociales différentes et les divergences idéologiques. Pourtant, d'un bout à l'autre de la planète, avec ou sans papier, avec chacun et chacune sa réalité singulière, c'est contre un même ordre social que l'on devrait combattre.

CONTRE LA GUERRE AUX PAUVRES,

MENONS LA GUERRE DES PAUVRES !

Affaire du « 8 décembre » : Un procès et un verdict à charge.



Le 8 décembre 2020, 9 personnes vivant à Toulouse, Cubjac (Dordogne), Vitry-sur-Seine, Plestin-les-Grèves et Rennes voient débarquer chez eux et elles, la DGSI et le Raid. Depuis, plusieurs mois la DGSI surveille Florian, un militant parti rejoindre la résistance kurde contre l'Etat islamique. Si combattre Daesh au kurdistan n'est pas illégal et même plutôt encouragé idéologiquement par l'Etat français, les services de renseignement surveillent pourtant les combattant-e-s à leur retour.

Le 11 décembre, deux « arrêté-e-s » sont libérés, 7 sont poursuivis pour *« association de malfaiteurs en vue de commettre des actes terroristes »*. Cinq d'entre elles sont placées en détention provisoire et deux sont remises en liberté sous contrôle judiciaire. La DGSI soupçonne ces 7 personnes d'avoir voulu s'en prendre aux forces de l'ordre.

Lors de la perquisition les keufs saisissent des fusils de chasse, ainsi que des substances pouvant servir à fabriquer de l'explosif mais surtout d'usage quotidien comme de l'acétone, de l'eau oxygénée et de l'acide chlorhydrique.

Depuis plusieurs semaines la DGSI avait accentué sa surveillance. Elle avait placé sous écoute plusieurs suspects, sonorisé des véhicules. C'est dans ce cadre que deux d'entre eux et elles sont aperçus en train de tester des « explosifs » artisanaux dans un champ.

La presse est mobilisée pour relayer la version policière de l'histoire. Certains journaux comme le Point se prête au jeu en annonçant que les inculpé-e-s cherchaient à se procurer des armes, qu'ils et elles appartiendraient à la dangereuse mouvance « anarcho-autonome » et que Florian est fiché S.

En attendant leurs procès, les inculpé-e-s restent en détention. Deux sont libéré-e-s en avril, puis deux autres à l'automne 2021. Florian dit « Libre Flot » est maintenu en détention, placé à l'isolement pendant 16 mois, jusqu'en décembre 2022. Le 27 février 2022, il entame une grève de la faim. Une pétition de soutien est relayée par des médias de gauche comme L'humanité, Politis, Reporterre, Lundi Matin ou Le Média. Le 24 mars, Libre Flot est transféré à l'hôpital du centre pénitentiaire de Fresnes. Le 4 avril, il met fin à sa grève. Il est libéré sous contrôle judiciaire et bracelet électronique le 7 avril. Sa mise à l'isolement est jugée abusive a posteriori par le tribunal administratif. Une des inculpé-e-s, Camille, subit quant-à-elle 26 fouilles à nu de décembre 2020 à avril 2021, à chaque parloir et chaque extraction de cellule.

Le 3 octobre 2023 s'ouvre le procès de l'affaire dite du « 8 décembre ». 7 personnes sont poursuivies. C'est le procès de l'ultra-gauche qui est instruit dans une ambiance paranoïaque. L'identité des procureurs est tenue secrète, la presse est conviée. Pourtant, les faits reprochés se limitent à la pratique de l'air soft et à l'expérimentation d'explosifs, à divers moments entre février et mai 2020. Mais rien ne vient corroborer un éventuel passage à l'acte. Les débats vont dès lors se concentrer sur des conversations « anti-flics » entre inculpé-e-s, l'expérience militaire supposée de Libre-Flot, les idées et les personnalités des poursuivi-e-s. Parfois, on s'attache à un tatouage ACAB, la lecture de Kropotkine ou de Blanqui, mais également au cryptage de leurs données informatiques par les prévenu-e-s. Les officiers de la DGSI qui ont procédé aux écoutes refusent de venir témoigner ; la défense les soupçonne pourtant d'avoir falsifié ou supprimé des retranscriptions sonores. Il est également reproché à Camille d'avoir mis en cause l'instruction judiciaire comme relevant d'une instruction à charge. Ce qui est pourtant une évidence. Bien évidemment l'instruction se concentre surtout sur les maigres faits à charge : l'atelier de fabrication d'explosif et les parties d'air soft. L'un des protagonistes est artificier en pyrotechnie. Lui et Libre Flot expliquent qu'ils ont juste voulu s'amuser.

Les pièces à charge sont maigres et relèvent surtout du procès d'intention. Quant à l'association de malfaiteurs elle est difficile à mobiliser puisque si l'ensemble des inculpé-e-s connaissaient Libre Flot, ils et elles ne se connaissaient pas entre eux et elles. Pourtant le réquisitoire est lourd, et les peines prononcées quelques semaines plus tard, à peine moindres. Tous et toutes sont

condamnés à des peines allant de 2 ans de prison avec sursis à 5 ans dont 30 mois de sursis pour Libre Flot, considéré comme le meneur et l'instigateur du projet. Le tout sans mandat de dépôt et avec des aménagements de peine sous bracelet électronique pour les parties fermes des peines restant à effectuer. Un seul échappe à une inscription au fichier des auteurs d'infractions terroristes. La présidente assume sa décision : il n'est pas nécessaire qu'un projet aboutisse, ni que les membres d'un groupe se connaissent, ni qu'ils se rattachent à une organisation terroriste connue pour que l'association soit caractérisée. Face aux huées et aux réactions d'hostilité, la salle est évacuée.

Difficile dans cette affaire de démêler ce qui relève de la panique qui semble s'être emparée d'une majeure partie de la bourgeoisie de ce qui semble être un durcissement pénale et idéologique du régime politique. Mais le résultat est là : des peines lourdes tombent sur des dossiers vides.

Il ne s'agit pas ici de jouer à « l'innocentisme » : coupables ou innocent-e-s, les inculpé-e-s méritent notre solidarité. Mais juste de souligner que cette histoire nous ramène à la période de chasse aux anarcho-autonomes et aux ultra-gauches des années 2000, et aux même poursuites pour « Mauvaises intentions ».

Les inculpé-e-s ont décidé de faire appel du verdict. Maintenons la solidarité.

Georges Randal.



Banderole solidaire avec les inculpé-e-s
Semaine antinucléaire, Caen, Octobre 2023.

Chili : 12 années et 86 années de prison cumulées pour Monica Cabalerro et Francisco Solar.

Aujourd'hui 7 décembre 2023, la 6e Cour pénale orale de Santiago a décidé de prononcer de longues peines contre la liberté de nos compagnon.nes, tentant de frapper et d'enterrer dans le béton les idées et les pratiques anarchistes avec cette sentence gerbante. En détail, les condamnations sont les suivantes :

Mónica Caballero a été condamnée à 12 ans de prison, pour complicité dans la double attaque explosive contre l'immeuble Tánica en février 2020.

Francisco Solar a été condamné à un total de 86 ans de prison. Cela concerne : deux envois de colis piégés (à la caserne 54 des carabiniers, blessant huit d'entre eux, et à l'ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense Rodrigo Hinzpeter, en juillet 2019) : 12 ans + 12 ans. Un chef d'accusation de tentative d'homicide sur des carabiniers : 15 ans. Un délit de blessures graves contre un carabinier : 6 ans. Un délit de blessures moins graves : 600 jours. Cinq délits de blessures légères : 100 jours (pour chacun d'entre eux), soit 500 jours. Un délit de dommages aggravés (la caserne) : 818 jours. Un chef d'accusation pour tentative d'homicide contre Hinzpeter : 12 ans. Deux délits de pose d'un engin explosif (Tánica) : 12 ans + 12 ans.

On saura dans les prochains jours si l'une ou l'autre des parties de la défense fait appel des condamnations, sinon il n'y aura pas de modification des peines imposées par les juges.

Les décisions disproportionnées de l'inquisition démocratique illustrent l'agacement permanent que les actions anarchistes génèrent pour le pouvoir et ses défenseurs. Ce n'est rien d'autre que la nécessité étatique de mettre en garde ceux qui cherchent à emprunter les chemins de la confrontation, mais nous savons qu'aucune condamnation n'arrêtera l'expansion des idées anarchistes contre le monde de l'autorité.

La solidarité combative complice anéantira les murs qui retiennent nos sœurs et nos frères en otage !

Mort à l'État et vive l'anarchie !

[Traduit de l'espagnol par
Sans nom de informativo anarquista.]

Nancy : Boris recondamné en appel pour l'incendie de deux antennes-relais.



Le 25 septembre 2023, la Cour d'appel de Nancy a rejugé le compagnon anarchiste Boris, pour avoir incendié l'antenne-relais des quatre opérateurs télécoms, ainsi que celle des flics et des gendarmes, en avril 2020 sur le Mont Poupet (Jura).

Suite à cette attaque qui avait mobilisé en plein confinement des techniciens du ministère de l'Intérieur jusqu'au fin fond du Jura pour tenter de rétablir au plus vite leurs communications, de l'ADN du compagnon avait été retrouvé sur place. Après des mois d'écoutes et de filatures menées notamment par le *Groupe Anti-Terroriste* (GAT) de Dijon et des membres du GIGN venus spécialement de Versailles, et ce dans le cadre d'une enquête confiée à la *Juridiction inter-régionale spécialisée* (JIRS) de Nancy, Boris avait été arrêté à Besançon le 22 septembre 2020. Incarcéré en préventive à la prison de Nancy-Maxéville, **il sera condamné en première instance le 19 mai 2021 à 4 ans de prison**, dont deux ans assortis d'un sursis probatoire de deux ans (obligation de travailler, de rembourser les parties civiles et interdiction de porter une arme). Jugé sans avocat et dans un tribunal gardé par des CRS pour en interdire l'accès à l'ensemble des compagnon.nes solidaires présents sur place (au prétexte des restrictions liées au covid-19), Boris fera appel les jours suivants. Il sortira également une lettre publique de derrière les barreaux en juin, dans laquelle il défendra les raisons de cette double attaque.

Le 7 août 2021, et alors que la date d'appel avait été fixée pour fin septembre, un incendie dans la cellule où il était enfermé le blessera grièvement (en le laissant notamment tétraplégique). Plongé plusieurs mois dans le coma avec un pronostic vital engagé, sa chambre restera gardée par deux gendarmes jusqu'à la levée d'écrou par la Cour d'appel de Nancy le 20 septembre 2021. La suite est un long parcours médical du compagnon dans différents hôpitaux, où il a dû continuer à lutter à la fois contre le pouvoir médical et d'autres instances judiciaires (notamment contre une tentative de mise sous tutelle à la demande de la médecin-chef du service des palliatifs de Besançon). Du côté de la Cour d'appel de Nancy, alors que la fixation d'une date d'audience pour l'incendie des antennes restait suspendue *sine die* depuis deux ans au vu de l'état de santé de Boris, **c'est pourtant en plein mois de juillet 2023 qu'elle a soudain décidé de le reconvoquer**. Pour cela, elle a utilisé le vil prétexte que le compagnon avait réussi à s'exprimer en visio depuis l'hôpital devant une autre juridiction, en mars 2023, afin de signifier avec succès à une juge qu'il s'opposait à toute mise sous tutelle (de l'Etat comme de la famille) !

Désormais hébergé dans un lieu de vie adapté, Boris a finalement choisi d'accepter cette audience du 25 septembre 2023 devant la Cour d'appel (en visioconférence), pour que cette histoire soit terminée. Alors que quelques compagnon.nes étaient présents dans la salle du tribunal nancéien avec son avocate, d'autres étaient aux côtés de Boris dans sa chambre aménagée, notamment pour l'aider face aux aléas du wi-fi et de la trachéotomie. Pour l'anecdote, Boris avait également pris soin de faire régler l'angle de la petite caméra pour qu'apparaisse derrière lui et devant les juges l'affiche « *De l'ombre des villes aux lueurs de l'insurrection* » accrochée sur son mur.

Quant à l'audience elle-même, tout y fut odieux, comme c'est le lot quotidien de n'importe quel tribunal où des ordures en toge se permettent de juger de la vie des autres et d'en envoyer une grande partie dans cet instrument de torture institutionnelle qu'est la prison. Avec ici tout ce qui peut caractériser ce genre de charognards lorsqu'ils sont confrontés à des individus qui

s'écartent de la norme. Alors que l'état physique du compagnon lui était bien connu, cela n'a par exemple pas empêché le juge Pascal Bridey de demander à plusieurs reprises au compagnon de lever la main s'il souhaitait prendre la parole. Ou encore le procureur Hadrien Baron d'ironiser dans son réquisitoire sur le fait que Boris avait été victime d'un incendie (accidentel selon le rapport d'expertise) de cellule, tandis qu'il avait lui-même cramé des antennes. Une sorte de châtiment divin, en quelque sorte, selon cette sous-merde au service du plus froid des monstres froids. Quant à l'avocat de l'entreprise *Orange*, spécialement venu de la capitale, il n'a pas résisté au fait de pointer que si Boris était contre la technologie, cette dernière pouvait tout de même lui être bien utile… comme cette visioconférence lui permettant d'être jugé sans se déplacer (sic).

De son côté, Boris affichait un grand sourire à la lecture du dossier par le juge, qui incluait notamment l'incendie du local technique d'une antenne SFR sur le Mont Bregille (Besançon) survenu deux semaines avant ceux dans le Jura, et pour lequel le compagnon avait finalement été mis hors de cause. Tout comme il le fera à la lecture de cet extrait tiré de sa déclaration en garde-à-vue, où à la question « *Qu'avez vous ressenti après avoir commis cet acte ?* », il avait répondu « *J'étais content d'avoir réussi ce challenge, de m'être surpassé et d'avoir porté un coup au développement de cette nouvelle technologie* », avant de conclure « *j'étais tout seul et j'assume la commission de ces faits* ». Suite à ce résumé sans ambiguïté, le juge demandera à Boris s'il avait quelque chose à rajouter, plus de trois ans après les faits. Lors de cette rare prise de parole devant le tribunal, le compagnon lâchera sobrement : « *ça c'est sûr, à l'époque j'étais déterminé* », avant de décider de se taire pour laisser son avocate continuer à sa place.

En conclusion de cette audience d'une heure à peine, l'avocate de Boris s'est d'abord interrogée à voix haute sur « *le sens de la peine* » au vu de la lourde situation médicale du compagnon, avant de préciser que même si l'incendie de cellule n'avait pas été accidentel mais un geste de révolte ou de désespoir comme cela arrive régulièrement en taule, cela n'enlèverait rien à la responsabilité première des bourreaux qui enferment. Puis elle a terminé sa plaidoirie sur le fait que certes, si Boris ne pouvait aujourd'hui plus continuer de mettre ses idées en pratique de la même manière qu'en avril 2020, ce n'était en tout cas pas parce qu'il avait changé de convictions, au contraire ! Inutile de dire que le compagnon était plutôt réjoui de cette défense explicite, et qu'à l'ultime tentative d'humiliation du juge lui demandant avec un paternalisme dégoulinant « *est-ce que vous avez bien compris ce qu'a dit votre avocate ?* », il a répondu du tac-au-tac : « *oui, et je suis d'accord avec elle !* ».

De leur côté, les deux avocats des parties civiles (*Orange* et l'agent judiciaire de l'État pour les antennes des flics et gendarmes) ont froidement réclamé leur fric pour les dégâts causés, en blablatant comme attendu sur la gravité de ces derniers. Quant au procureur, il avait rappelé au préalable que cette attaque n'était pas isolée à l'époque (avec 175 pour toute l'année 2020, soit quasi une tous les deux jours), et que l'État avait alors craint que leur multiplication, « *si elles avaient été couplées avec d'autres contre l'énergie et l'eau* », ait pu mettre « *le pays à genoux en trois jours* ». Il justifiait par cette présomption d'actions coordonnées les moyens d'enquête anti-terroristes déployés contre le compagnon, ainsi que le lourd verdict de première instance (bien que l'association de malfaiteurs ait finalement été abandonnée à la clôture de l'instruction) … avant de réclamer à présent « *compte tenu de l'atteinte gravissime portée à Monsieur X pendant sa détention* », une peine de 8 mois fermes « *couvrant sa détention provisoire* » (d'après ses mauvais calculs).

Le jugement définitif est tombé le 25 octobre 2023, en condamnant sans surprise Boris à une peine équivalente à sa détention provisoire, soit *un an de prison ferme*, plus 1000 euros à *Orange* et à l'agent judiciaire de l'Etat pour leurs avocats, plus 169 euros pour avoir fait appel et avoir été reconnu coupable, plus une confirmation des « réparations » accordées aux parties civiles en première instance (environ 91 500 euros à *Orange, Enedis* et l'agent de l'Etat, les autres compagnies de téléphonie mobile ayant lâché l'affaire). Pour info, il a été signifié aux avocats de ces dernières à la sortie du tribunal que si jamais leurs mandataires osaient essayer de prélever du fric sur le dos du compagnon dans un futur proche (c'est-à-dire concrètement sur son AAH) cela leur ferait certainement une nouvelle publicité qu'ils préféreraient éviter…

A présent, ne reste en cours qu'une seule procédure judiciaire, celle aux mains d'une juge d'instruction de Nancy concernant l'incendie de cellule. Encore une fois, force et courage à Boris, qui a par ailleurs reçu mi-novembre le fameux fauteuil de compet', pour lequel il remercie celles et ceux qui ont participé à le financer par la solidarité, et qui lui offre désormais de nouvelles possibilités d'autonomie.

Des anarchistes complices et solidaires,

16 janvier 2024



Action contre la machine à expulser à l'aéroport de Carpiquet.

Cette semaine, on est allé-e-s à l'aéroport de Caen-Carpiquet rendre une visite nocturne à Chalair Aviation. Cette entreprise, spécialisée dans le transport de cadres d'entreprises et de patrons, fournit depuis août 2022 ses avions et ses services à la Police aux Frontières française pour qu'elle puisse procéder à des expulsions. Le contrat d'un montant de 8 à 13 millions d'euros sur 4 ans rend Chalair Aviation complice de la politique raciste de l'État français. Grâce aux appareils de Chalair, la police peut réaliser des vols cachés (des expulsions par surprise contre les retenu-e-s en Centre de Rétention Administrative), notamment depuis l'aéroport du Bourget.

Pour info, le patron de l'entreprise s'appelle Alain Battisti. C'est l'ancien dirigeant de la Fédération Nationale de l'Aviation Marchande (FNAM).

On s'est rendu-e-s jusqu'à l'entrepôt logistique de Chalair dans l'aéroport et on a tagué :

« A bas les frontières »

« Collabos »

« Feu aux CRA »

Si les nations et leurs frontières sont imaginaires, les infrastructures elles sont matérielles. Les responsables de la machine à expulser et les grandes entreprises qui mettent en œuvre le racisme et l'extractivisme colonial ont des noms et des adresses (Chalair s'est aussi développée en Afrique où elle transportait des salarié-e-s de groupe miniers ou pétroliers au Niger, en Ouganda ou en Mauritanie). L'État et les entreprises capitalistes se soutiennent et s'entraident ; pour faire face, la solidarité et l'attaque sont nos armes.

Solidarité avec toutes les personnes qui subissent les frontières et toutes celles qui s'y opposent !

Force aux prisonnier-e-s en lutte dans les CRA et dans toutes les taules !

A propos de Chalair Aviation voir :

https://abaslescra.noblogs.org/chalair-aviation-la-boite-collabo-qui-aide-la-paf-a-expulser/#more-3503

Anonyme,
16 janvier 2024.



A l’assaut du ciel !

Fragments de révoltes.

« La volupté de la destruction est une volupté créatrice. »
Mikhail Bakounine.



31 OCTOBRE-1ER NOVEMBRE, SAINT-BONNET-LES-OULES (LOIRE) : Un poste de relai de lignes très haute tension (THT) est incendié dans ce village du Forez. C’est un bâtiment de 400m² contenant des armoires électriques et des batteries qui a été visé : *« Cette nuit là nous avons placé des dispositifs incendiaires sur les faisceaux de câbles aux pieds des bâtiments techniques, sur une ligne plongeant sous terre et sur un pylône situé à l’extérieur de l’enceinte dont les câbles passaient de l’aérien au souterrain. Nous espérions suspendre provisoirement et simultanément les activités industrielles de production de plastique de l’entreprise SNF, les flux aériens de l’aéroport de saint Etienne ainsi que des usines alentours enlaidissant encore cette ignoble plaine. Pour la prolifération de l’action directe. Amour et Anarchie »*

13-14 NOVEMBRE, TOULOUSE: Dans la nuit, les vitres d’un carrefour Market de la rue Jean Rieux sont brisées. Un tag « Free Gaza » accompagne le geste. Pour mémoire ou information, l’entreprise carrefour, géant du commerce, soutien Tsahal, l’armée israélienne, dans son opération de massacre de masse à Gaza, par l’envoie de colis alimentaires, mais également l’entreprise de colonisation des territoires palestiniens via ses entreprises partenaires Electra consummer product et Yanot Bitan.

17 NOVEMBRE, ATHÈNES : Le comité incendiaire « Hâte toi lentement » revendique l’incendie d’engins intervenant sur le chantier de métro contribuant à la destruction d’une des principales places du quartier rebelle d’Exarchia. Ce chantier vise à la fois à attaquer un des quartiers où à travers squats et expériences collectives fortement marquées par l’anarchisme se tisse un réseau de résistance, et à le gentrifier pour à terme le valoriser.

19-20 NOVEMBRE, LOIRE/PUY-DE-DÔME : Dans la nuit, l’alimentation électrique (des lignes 220 kVolts) de deux sites de production du groupe Aubert-Duval ont été sabotées. À Firminy, le pylône a été scié sans que la ligne ne tombe, à Ancizes-Comps, la ligne a été incendiée à l’endroit où elle entre sous terre. L’entreprise *Aubert et Duval* est un rouage central de l’industrie militaire française. Elle fournit des pièces pour les sous-marins de *Naval Group*, pour des Rafales de *Dassault* ainsi que pour les centrales nucléaires de *Framatom*. Un texte revendique l’action, comme une action anti-guerre et contre les industriels qui s’engraissent sur ces massacres. Et rappelle : *« Nous voulons aussi passer un message aux travailleurs de ces industries. Que nos actes les privent un temps de leur travail, et les mettent face à leurs responsabilités. »* ; avant d’ajouter : *« Nous espérons également que ces actes, et les mots que nous posons dessus, participent à visibiliser ses usines de mort les plus discrètes. »*

23 NOVEMBRE, TOULOUSE : Les vitres de deux carrefour sont frappées à coup de marteau. *« Cela fait un mois et demi que les massacres d’une population prise en otage entre deux armées de gouvernements d’extrême-droite, ne cessent pas malgré une mobilisation internationale. Nous ne pouvons pas compter sur la bonne volonté des gouvernements pour arrêter ce carnage. Résister aux oppressions de ce système meurtrier ne peut se passer d’un travail manuel de longue haleine. C’est pourquoi par ces actions nous répondons à l’appel à boycotter les entreprises impliquées dans la colonisation en Palestine. Carrefour est un acteur majeur de la guerre en cours. Qu’elle soit d’occupation en Palestine ou sociale partout dans le monde, Carrefour a déclaré la guerre aux opprimées, du coup au tour des opprimées de lui répondre. Carrefour est aussi partenaire des jeux olympiques 2024 en France, vaste opération de destruction et de contrôle social. Les qualifications pour les épreuves de lancer de marteaux ont commencé ! »*

6-7 DÉCEMBRE, MILAN : Les vitres de deux supermarchés Carrefour sont attaquées. De quoi rendre plus active la campagne de boycott de l’enseigne.

10 DÉCEMBRE, VAL DE REUIL (EURE) : Au moment des journées de mobilisation contre le béton organisées par les Soulèvements de la terre, un site du cimentier Lafarge est investi. Un vigile est neutralisé, des tags ont été posés, des produits ont été introduits dans les silos à béton. Lafarge, le ministère de

l'intérieur et ses journaflics parlent de centaines de milliers d'euros de dégâts. Une enquête est en cours.

21 DÉCEMBRE, LYON : Deux carrefours markets sont attaqués : *« (...) On attaque Carrefour parce que cette multinationale française est partenaire de deux firmes israéliennes très impliquées dans la colonisation : Electra consummer product et Yanot Bitan. Ces entreprises finances par Carrefour prennent en charge des infrastructures essentielles (routes, universités, télécommunications) de la colonisation. »*

22 DÉCEMBRE, MARSEILLE : Lors d'une manifestation contre la loi Darmanin, des élus RN et leurs sympathisants surpris en train de diner dans un restaurant du vieux port *« L'entrecôte du port »* sont pris à parti, les vitres sont caillassées. Les flics dispersent la manif. Un manifestant est interpellé.

26 DÉCEMBRE, PARIS : Un détenu en centre de rétention s'échappe en pleine audience par une fenêtre de l'édifice. Trois policiers se blessent en essayant de la rattraper, en vain.

26-27 DÉCEMBRE, BERLIN : Le site du bétonneur Cemex est attaqué. Cinq camions toupie, une ligne de convoyage de matériaux (un tapis roulant) et une partie des bâtiments techniques proche des silos sont incendiés. *« [...] Le désert de béton et d'asphalte ne cesse de s'étendre. Rien qu'en Allemagne, ce sont jusqu'à 30 hectares de sols vivants qui sont ensevelis chaque jour sous le matériau de construction le plus demandé. Les routes, les places, les centres commerciaux, les installations industrielles et les maisons ; d'énormes parties de la surface terrestre sont déjà scellées et les projets d'infrastructure tels que les barrages, les autoroutes, les ponts, les aéroports, etc. engloutissent chaque année plusieurs milliards de tonnes de béton supplémentaires. Tout cela n'est pas sans conséquences. Le béton est considéré comme le tueur du climat par excellence. Près de 10 pour cent du dioxyde de carbone que ce système rejette actuellement dans l'air provient de l'industrie du ciment. C'est presque trois fois plus que le trafic aérien. Parallèlement, la production de béton consomme d'énormes quantités de ressources. [...]Outre les destructions habituelles de l'environnement qui font partie des activités quotidiennes de ce secteur, CEMEX a cependant une autre histoire particulièrement sanglante à son actif en ce qui concerne le Proche-Orient, que nous souhaitons évoquer à l'heure où une guerre dévastatrice fait à nouveau rage à Gaza. En 2005, Cemex a avalé l'entreprise israélienne Readymix Industries, qui fournissait du béton pour le mur israélien et participait à la construction de points de contrôle militaires en Cisjordanie, dont les points de contrôle de Hawara et Azun-Atma. Néanmoins, nous nous garderons de vouloir comprendre cette guerre au Proche-Orient selon le schéma simpliste en noir et blanc du bien et du mal. Nous sommes aussi bien dégoûtés par l'abominable terreur des bombardements de l'armée israélienne contre la population civile de Gaza que par les massacres perpétrés par le Hamas. Même si cette lutte et le nombre de victimes sont très inégaux, il est fatal de vouloir opposer la souffrance des uns à celle des autres[...] Toujours aux côtés de ceux qui luttent pour la liberté de tous, partout. Au-delà de l'État, de la nation et de la religion, et de leurs frontières et armées meurtrières. [...] »* Comme quoi une action ciblée peut permettre de relier des luttes que certains et certaines veulent maintenir séparées...

29 DÉCEMBRE, LUXEMBOURG : Les murs d'un ministre ayant contresigné un arrêté anti-mendicité est tagué. Sa voiture est également vandalisée. Cela nous rappelle que le pouvoir n'est à l'abri nulle part.

3 JANVIER, BRETAGNE : Les réseaux mobiles et fixes de Bouygues Telecom, Free et SFR subissent une panne géante touchant plusieurs territoires dans le Morbihan, le Finistère, la Loire-Atlantique et les Côtes d'Armor. À l'origine de la panne, des câble de fibre optique dits « longue distance » qui ont été sectionnés sur la ligne SNCF Morlaix-Saint-Brieuc. La communication ne tient parfois qu'à un fil.

10 JANVIER, COUTANCES : Un fourgon de police servant notamment pour les transports de prisonniers est incendié.

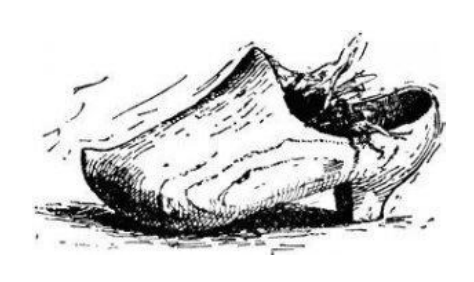
15 JANVIER, MARSEILLE : Des câbles de la ligne ferroviaire Marseille-Toulon sont incendiés, occasionnant plusieurs heures de retard sur le trafic.

21 JANVIER, DUSSELDORF : Les voies ferrées du quartier Eller sont paralysées à l'aide d'un engin incendiaire. Le Commando Angry Birds revendique l'attaque. Et ce quelques jours avant un grève des transports de marchandise. La voie n'a pas pu être réparée avant que cette dernière ne débute.

26-27 JANVIER, PARIS : Dans la nuit, la péniche Petrus III est incendiée. Cette péniche de luxe accueille de nombreux -ses bourgeois-e-s et avait été retenue pour la cérémonie d'ouverture des JO 2024.

26 JANVIER, ATLANTA (EU) : 4 engins de chantiers sont incendiés sur un site de construction. Les pelleteuses appartiennent à Brent Scarbrough, entrepreneur du futur centre d'entrainement de la police Cop City. Pour mémoire, lors de la lutte contre la construction de ce centre, la police a assassiné un-e opposant-e, Tortuguita.

29 JANVIER, CRUIS (HAUTES-ALPES) : 400 panneaux photovoltaïques de la société Boralex partent en fumée. Ce chantier prévoit l'implantation d'un parc photovoltaïque sur quelques 17 hectares, en pleine montagne de Lure. C'est au moins le 4ème sabotage effectué contre ce projet depuis avril 2023.



Vers la fin d'un discours extrêmement important
Le grand homme d'Etat trébuchant
Sur une belle phrase creuse
Tombe dedans
Et désemparé la bouche grande ouverte
Haletant
Montre les dents
Et la carte dentaire de ses pacifiques raisonnements
Met à vif le nerf de la guerre
La délicate question d'argent

« Le discours sur la paix»,
Jacques Prévert

Contact : soleilnoir-caen@riseup.net